

N°10

SEPT

2011

REVUE
POLITIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.18 COMBAT D'IDÉES

INDIVIDU ET
COLLECTIF,
QUOI DE NEUF ?

P.21 NOTES

LA RENTRÉE SCOLAIRE,
LA CRISE ET
LES ÉLECTIONS

P.34 SCIENCES

PIC(S) ET ÉPUISEMENT
DES RESSOURCES
PÉTROLIÈRES,
OÙ EN EST-ON ?

LA REVUE DU PROJET

► P.6 LE DOSSIER

CLASSE OUVRIÈRE : LE FANTÔME DE LA GAUCHE



PIERRE LAURENT *Le Nouveau pari communiste* Éditions Le cherche midi, 2011

Par **OLIVIER RITZ**

Un an après son élection à la direction du Parti communiste, Pierre Laurent publie un ouvrage ancré dans l'actualité. L'introduction rappelle les principaux événements de l'année écoulée, le chapitre 2 *Une nouvelle ambition de civilisation* dresse un état des lieux politiques et le chapitre 3 se tourne vers les échéances électorales à venir 2012, *la France face à son avenir*. La gravité de la situation, « dans la gangrène financière du capitalisme mondialisé », contraste avec un débat politique perverti par la personnalisation qui réduit les citoyens au rôle de « spectateurs d'une émission de télé-réalité ». Le motif dominant de l'ouvrage est au contraire la démocratie : « La démocratie en toutes circonstances comme moteur des révolutions, c'est sans nul doute le nouveau pari historique du communisme du XXI^e siècle tel que nous l'entendons ». Démocratie dans la société, en rendant « du pouvoir à ces hommes et ces femmes qui créent les richesses du pays », et dans le Parti puisque le chapitre 4 *Un parti communiste en pleine transformation* fait de l'approfondissement de la démocratie militante un chantier prioritaire pour le PCF.

Le récit du parcours personnel de Pierre Laurent proposé dans le premier chapitre *Communiste, au singulier et au pluriel* tente de donner corps à ce choix démocratique. En rendant hommage à ceux qui lui « ont appris la valeur de l'engagement militant » entre Belleville et la Saône-et-Loire, entre cultures ouvrière et paysanne, puis de la rédaction de l'Humanité au congrès de 2008, Pierre Laurent rend visible l'articulation de l'individu et du collectif qui fonde l'engagement. On se prend alors à désirer que cette réflexion soit approfondie, qu'elle se nourrisse d'une analyse des débats qui traversent encore le PCF, qu'elle se prolonge dans une réflexion plus théorique sur le parti ou sur l'union. Mais ce serait l'objet d'un autre livre. En attendant, *Le Nouveau pari communiste* a le mérite d'être un texte engagé qui dit avec force l'actualité du parti communiste. L'ouvrage s'achève par un appel à la jeunesse, que Pierre Laurent exhorte à se saisir du PCF : « Faites-en avec nous un parti à votre service, et les puissants qui dirigent ce pays sentiront alors votre force. Vous y serez libres et conquérants. Mettons nos forces en commun ».

2

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

5 REGARD

Étienne Chossion La réalité du travail au début du XX^e siècle par Lewis Hine

6 ► 17 LE DOSSIER

CLASSE OUVRIÈRE : FANTÔME DE LA GAUCHE

Guillaume Quashie-Vauclin Un spectre hante la gauche : la classe ouvrière

Marion Fontaine La disparition ?

Maryse Tripier Classe ouvrière française, classe immigrée

Véronique Sandoval Les employés des services, le nouveau prolétariat ?

Michel Pigenet La classe ouvrière, la gauche et le pcf ; retour sur une relation historique

Henri Rey De la mésentente au rejet ?

Olivier Ferrand La gauche doit aussi défendre les nouvelles classes populaires

Annie Collovald Le dégoût du peuple

Yann Le Pollotec Quelle place pour les ouvriers dans un projet de gauche ?

Alain Obadia Une politique industrielle pour un développement émancipateur

Jacky Henin Répondre aux besoins humains en Europe

18 COMBAT D'IDÉES

Gérard Sreiff : Individu et collectif. Quoi de neuf ?

20 SONDAGES : Retraites à 60 ans : réaliste ou non ?

21 NOTES DE SECTEUR

Ecole La rentrée scolaire, la crise et les élections

Economie A propos de la dette publique

International Palestine

Agriculture Construire la politique agricole et alimentaire européenne du 21^e siècle

International Dix ans après, que reste-t-il du 11 septembre ?

26 REVUE DES MÉDIAS

Alain Vermeersch La règle d'or : un carcan contre la démocratie

28 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

• Frédéric Lordon, *D'un retournement l'autre*
• Isabelle Garo, *Foucault, Deleuze, Althusser & Marx*

• *Histoires croisées du communisme italien et français.*

• *Recherche précarisée, recherche atomisée : production et transmission des savoirs à l'heure de la précarisation*

30 COMMUNISME EN QUESTION

Stéphanie Roza Un programme socialiste au siècle des Lumières ?

32 HISTOIRE

Michel Biard La Constitution de 1793

34 SCIENCES

Amar Bellal Pic(s) et épuisement des ressources pétrolières, où en est-on ?

36 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



L'équipe de la *Revue du Projet* a le plaisir de vous annoncer que nous disposons d'une Edition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne.

<http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet>

Note : Pour tout commentaire concernant cette Edition, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : nicolasdutent@gmail.com



L'UNITÉ ET LE FRONT DE GAUCHE

L'unité est à mes yeux l'une des questions fondamentales des dix ans à venir. Ce qui soutient mes espoirs est de constater que la France est un pays de grande force des idées et des engagements d'alternative au capitalisme. La diversité et la force réelle, populaire, syndicale, sociale, intellectuelle des idées émancipatrices me semblent être bien plus immenses que la représentation que nous en avons.

La question de leur division et de leur représentation politique, au sens large, est ainsi une question déterminante à laquelle le Front de gauche et le Parti communiste français essaient de répondre.

Le problème d'être d'accord sur le nucléaire, sur la croissance ou la décroissance, sur le communisme ou le socialisme, sur le choix de l'internationalisme ou d'une autre mondialisation, toutes ces différences ou ces oppositions binaires sont-elles aussi importantes que le mouvement par lequel des hommes et des femmes s'unissent et construisent ensemble l'espace de l'unité de leur action ?

Au fond, au point actuel du combat, l'unité est-elle une fin ultime ou au contraire la solidarité par laquelle nous entendons forger une action réellement commune ?

Le problème est-il d'exclure, en réduisant nos débats à des oppositions rangées ou au contraire de forger les espaces d'une dialectique populaire ? En d'autres termes, le rôle principal du parti dans le combat de l'unité est-il de chercher à régler les questions qu'ils considèrent fondamentales ou

au contraire, et principalement, d'éclairer, de transformer et donc de se transformer lui-même au contact de ce que nous considérons comme marginalités pour nous-mêmes et qui pour d'autres sont au cœur de leurs propres engagements ?

Dans un climat politique et social troublé et divisé, l'unité comme mouvement me semble beaucoup plus intéressante pour l'avenir du mouvement ouvrier et pour l'avenir et le rôle propre du Parti communiste français. Les contingences électorales et programmatiques ne peuvent ni résumer, ni dominer la question de l'unité en tant que mouvement par lequel nous entendons forger par petits et grands pas des communautés de réflexion, d'action et de combat.

Au fond, chacune des oppositions binaires n'est intéressante pour le mouvement et pour notre propre pensée, que dans la mesure où leur exposé et leur débat permettent de forger des espaces politiques plus grands et plus complets. Avoir raison tout seul, c'est avoir raison par l'exclusion non seulement de ce qui est contradictoire mais surtout de la solution à cette contradiction.

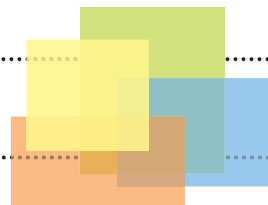
Je ne plaide pas pour un angélisme politique bon teint, je plaide pour que chacun des problèmes soit examiné raisonnablement avec à l'esprit le fait que le défi de l'unité – ou encore que le défi que ce que nous croyons juste l'emporte – est bien plus long et complexe que des soubresauts d'impérialisme de forces ou d'individus.

Je plaide pour que le Parti commu-

niste français, pour que la coalition que nous avons créée, le Front de gauche, se comporte comme moyen ouvert au service d'un ensemble plus large dans lequel nous devons viser que des pans entiers du syndicalisme, du peuple, des intellectuels s'intègrent non par négation de tout ou partie de leur propres expériences et points de vues mais comme contributeurs d'un mouvement qu'ils élargissent et transforment, non pas par la négociation de synthèse mais par la qualité de l'espace contradictoire et libre que nous voulons constituer.

Pour agir, nous avons besoin de points de rencontre et de décisions communes. En un mot de politique. Mais pour être unis, nous n'avons pas besoin de partager une totalité de points de vue. Je dirais même le contraire, la recherche d'unité a priori de points de vue est un frein à l'unité elle-même. Décider ce n'est pas décider pour toujours, il y a dans le débat ouvert, sérieux et instruit plus de force que dans l'ignorance des failles d'une réflexion considérée comme achevée.

Des basculements plus larges que ceux que nous pouvons imaginer aujourd'hui peuvent se produire tant il est vrai que les intérêts de masses importantes des forces sociales actuelles sont profondément contradictoires et mises en difficulté par la domination du capital financier. Ainsi se préparer à accueillir et à forger des combats communs avec celles et ceux que nous considérons comme animés de préjugés contradictoires avec notre engagement présent, fait partie du problème à affronter. ■



Les articles du dossier précédent sur *Le multiculturalisme : un cauchemar ?* ont suscité de nombreuses réactions sur le site du PCF et sur Mediapart, en voici quelques unes :

L'égalitarisme naïf, une impasse

(...) La France n'est pas mono-culturelle. Elle regroupe en elle une diversité culturelle accumulée à travers les années d'histoire qui ont formé cette nation (...). Je pense qu'il ne faut pas confondre « multiculturalisme » et ce qu'on appelle souvent en France le « communautarisme ». (...) Est-ce que le fait d'éprouver du plaisir à rencontrer des gens de sa communauté d'origine montre un quelconque rejet de son pays d'accueil ou de naissance ? (...) Il ne suffit pas de proclamer une devise républicaine pour que le pays soit républicain. Les populations qui souffrent de discriminations au quotidien, sont trop souvent confrontées à des difficultés qui font en sorte que, même lorsqu'elles font tout pour se comporter en « bons Français », on leur rappelle souvent qu'elles ont quelque chose qui ne l'est pas tout à fait. (...) Ceux qui se replient sur leur communauté le font souvent parce qu'ils ne voient pas d'autre issue possible. (...) L'illusion est de marteler que nous sommes tous égaux, quand la réalité prouve le contraire. (...) La France n'a pas une culture homogène. Elle s'est elle-même construite avec les différences culturelles de toutes ses régions, tous ses territoires, tous ses départements qui la forment aujourd'hui. (...) C'est par le dialogue et l'interaction entre les cultures que les Français de toutes couleurs, origines, religions ou ethnies se sentiront comme des « Français à part entière » et non pas comme des « Français entièrement à part » (magnifique formule d'Aimé Césaire). Comme le disait si bien Antoine de Saint-Exupéry « Si tu diffères de moi, loin de me léser, ta différence m'enrichit ». C'est à nous de montrer au peuple que, quelle que soit son origine, son ethnie, sa langue, sa couleur ou sa religion, il a toute sa place dans la société française. C'est à nous de montrer ce que ce peuple si divers peut apporter comme richesse culturelle à la France. C'est au PCF d'ouvrir ses portes à ceux auxquels d'autres les ferment. Hegel a dit : « L'universel doit être tel qu'il accueille en lui la richesse du particulier » (...) Il n'y a que comme cela que le PCF sera un peu plus à l'image de la France. ■

PEGGY CANTAVE FUYET

Un paradoxe : intégrer c'est reconnaître la différence pour moins la remarquer ! (...)

Il ne faut pas que tous les habitants de la France, quelles que soient leurs origines, confondent l' "esprit" et la "politique" de la France. ■

GUY

Les racines culturelles

Chacun les imagine profondément enfouies dans la terre nourricière pourriérée des origines des parents et ancêtres alors que les "racines" (roots) sont au contraire et uniquement "originaires" des feuilles, de la vie de ce qui me nourrit de l'air et des oiseaux et des chansons du vent dans les branches de mon arbre. Toute tentative... d'établir une "culture" une "origine" un "passé" qui me soient antérieurs en quelque sorte génétiques relève d'une erreur grave de jugement. L'existence précède l'essence. Je crée mon essence. J'écris mon passé. ■

KAKADOUNDIAYE

Des réactions aussi à :

L'éthique des TIC

Je trouve ça pessimiste. Il me semble que depuis votre constat les lignes ont bougé. La crainte du grand frère américain n'est pas nouvelle, et même si les TIC servent aux multinationales, ces grandes entreprises basent davantage leurs innovations sur le capital social. Les TIC permettent un contre-pouvoir évident par l'accessibilité à ces outils. Bon nombre de produits dématérialisés sont conçus pour vous faire quitter votre sphère privée et produire des rencontres. Pas sûr que le numérique serve encore longtemps un productivisme sans freins, mais bon, cela reste à voir. ■

FABIEN

Échanges avec nos lecteurs

Pour écouter et débattre avec ses lecteurs *La Revue du Projet* souhaite se déplacer dans les fédérations et organiser des rencontres délocalisées à l'occasion de chaque numéro. Indiquez nous vos disponibilités
Revue@pcf.fr



La réalité du travail au début du XX^e siècle par Lewis Hine

Pionnier de la photographie documentaire et proche des milieux progressistes, le photographe Lewis Hine interroge le monde dans ses contradictions en maintenant un regard critique. Il défend ainsi une approche qui, tout en ne cessant pas d'être artistique en ce que motivée par un souci esthétique évident, assume sa dimension politique. Que ce soit pour faire témoigner l'exploitation humaine ou un salariat en prise à des transformations sociales à la fois nouvelles et profondes.

C'est ainsi que son œuvre se propose de « montrer des choses qui doivent être corrigées » et fait (enfin) l'objet d'une rétrospective élogieuse à la Fondation Henri Cartier-Bresson.

5

Sociologue de formation, ce professeur de l'Ethical Culture School est l'un des premiers à utiliser la capacité de la photographie à aider au changement du monde. Après des premiers travaux consacrés aux conditions des immigrants arrivant à New York, il parcourt les Etats-Unis de long en large afin de montrer la dure réalité du travail des jeunes enfants. Pour cela, tout les moyens sont bons : il se déguise pour pénétrer à l'intérieur des usines, utilise des appareils de détectives cachés dans des cravates, utilise des objectifs tronqués qui photographient à 45° afin de ne pas se faire surprendre...

Réalisant une série sur la construction de l'Empire State Building, loin de se contenter de photographier le bâtiment, Hine s'inspire du constructivisme soviétique d'alors et préfère mettre en valeurs le travail des ouvriers. Alors, que l'époque portait à faire croire que seule l'idée de progrès aurait fait sortir les bâtiments de terre, Hine démontre au contraire que derrière la société il y a des milliers d'ouvriers et de travailleurs.

Lewis Hine est mort en 1940, oublié et dans la misère. Son travail, précurseur du style documentaire, fut pourtant l'inspirateur de nombreux photographes engagés. La fondation Henri Cartier-Bresson nous fait (re)découvrir 150 tirages originaux et vous avez jusqu'au 18 décembre pour en profiter !

ÉTIENNE CHOSSON



ÉDITO

UN SPECTRE HANTE LA GAUCHE : LA CLASSE OUVRIÈRE...

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN

Tout se passe comme si les ouvriers avaient disparu de l'horizon de la gauche. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes à l'heure où celle-ci – et cela n'a pas toujours été le cas – est dominée par des partis issus du « mouvement ouvrier » – le Parti communiste bien sûr mais aussi le Parti socialiste, héritiers de la Section française de l'Internationale ouvrière.

Disparus physiquement des rangs des élus et des dirigeants notamment les plus jeunes – voire même des militants, ainsi au PS comme l'a montré Rémi Lefebvre. Disparus symboliquement, des réflexions comme des discours. Classe hier *magnifiée* à gauche, la classe ouvrière semble être devenue aujourd'hui la classe *oubliée* de la gauche. Nombre de dirigeants socialistes, de longue date, n'en parlent plus – on se rappelle Lionel Jospin – voire, pire, n'y pensent même plus. En caricaturant à peine, on pourrait dire que les ouvriers, à gauche, on n'en entend plus parler : dans tous les sens du terme... Mais il serait trop facile pour nous de jouer aux procureurs de la social-démocratie. Face aux tempêtes des vingt dernières années, n'avons-nous pas, nous aussi, eu tendance à plier, délaissant quelque peu le terrain ouvrier sous la puissance des vents contraires ?

C'est que les ouvriers ont subi une offensive symbolique de première importance à partir des années 1970. Au mépris de la classe traditionnelle de la droite, s'est ajoutée en provenance d'une partie de l'extrême gauche et, peut-être surtout, de la deuxième gauche, une constellation d'assimilation infamantes : les

ouvriers comme réservoir de machistes, racistes, simplistes appartenant à un passé mourant. Rangés en somme par les dominants au rayon des ringards et des réactionnaires face aux nouvelles luttes décisives à mener sur les bancs de l'université, de la prison ou sur le front de la « libération sexuelle » (je renvoie pour un éclairage partiel mais puissant au *Foucault, Deleuze, Althusser & Marx* d'Isabelle Garo). Il y a bien de l'injustice dans ce résumé grossier mais c'est pourtant bien cette conjonction d'offensives qui fit ternir l'auréole de gloire de la classe ouvrière.

LA CLASSE OUVRIÈRE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI NOMBREUSE QU'AUJOURD'HUI

Le PCF en difficulté et plus que tout autre associé à cette classe en déclin symbolique, fut d'autant plus tenté de délaisser quelque peu le terrain ouvrier qu'il était dans le même temps accusé de faiblesse sur le terrain des luttes – ô combien légitimes ! – ne se situant pas sur le terrain direct de la lutte des classes. On se mit alors à parler aux « gens » – dès Georges Marchais note la sociolinguiste Josiane Boutet –, reléguant au second plan le nom et la figure des ouvrières et ouvriers. Quand les années 1980 apportèrent leur lot sinistre et fracassant de fermetures d'usines, notre inconscient fut comme gagné à l'idée qu'« ouvrier » rimait avec « passé ». De ceci, on trouve encore la trace dans le dernier livre de Pierre Laurent où « ouvrier » est mentionné près de dix fois dans le chapitre 1 (consacré au passé) et une seule fois dans les autres chapitres – encore est-ce dans une phrase... au passé. Il n'y a bien sûr dans ce simple relevé aucun procès personnel car c'est bien collectivement que nous

avons intégré cette fable de l'idéologie dominante (Stéphane Beaud et Michel Pialoux l'ont montré avec éloquence).

Car il s'agit bien d'une fable ! Les ouvriers sont encore six millions dans notre pays et ne pèsent pas moins du quart du salariat. Mieux, si on prend en compte les ouvriers à la retraite, la classe ouvrière n'a jamais été aussi nombreuse dans ce pays qu'aujourd'hui ! Oui, oui !

Dès lors, ne s'agit-il pas de repartir à l'offensive en ce domaine décidément toujours décisif pour donner enfin au combat émancipateur toute la force de ses plurielles et indissociables facettes, dans les actes et dans les mots, dans les gestes et dans les têtes ? Pour finir, je vous invite à lire, à titre de signe, ces quelques lignes de Didier Éribon, intellectuel pourtant historiquement fort éloigné du PCF. « Quand le marxisme dominait la vie intellectuelle française [...], les autres luttes paraissaient 'secondaires' ou, même, étaient dénoncées comme des 'diversions petites-bourgeoises' qui détournait l'attention du seul combat digne d'intérêt, du seul 'vrai' combat, celui de la classe ouvrière. En insistant sur toutes les dimensions que le marxisme avait laissées de côté – la subjectivation sexuée, sexuelle ou raciale, entre autres... – parce qu'il concentrait son attention exclusivement sur l'oppression de classe, les mouvements que l'on désigna comme 'culturels' furent amenés à proposer d'autres problématiques de l'expérience vécue, et à négliger, dans une très large mesure, l'oppression de classe.

[...] Mais pourquoi nous faudrait-il choisir entre différents combats menés contre différentes modalités de la domination ? » (*Retour à Reims*, 2009).■

LA DISPARITION ?

La société française contemporaine a un problème avec la classe ouvrière, elle a un problème avec les termes mêmes de « classe » et « d'ouvriers », et elle a un problème avec la réalité que ces termes peuvent encore, ou non, recouvrir.

PAR MARION FONTAINE*

Lorsqu'en 2008 le film *Bienvenue chez les Ch'tis* connut le succès que l'on sait, peu de gens notèrent un détail troublant. Ce film, censé exalter les traditions d'une région qui avait été l'un des cœurs de l'industrialisation du pays, avait pour héros un... postier, installé à Bergues, au beau milieu de la campagne flamande. Nulle trace d'usine, nulle présence sensible d'ouvriers, encore moins immigrés, sauf quelques images cauchemardesques d'une cité minière, transformée en décor de théâtre, sauf un gros plan sur les supporters du Racing Club de Lens reprenant la chanson de Pierre Bachelet, *Les corons*. Le silence, le mauvais rêve qui s'efface, la nostalgie pour quelque chose de plus en plus irréel : la société française contemporaine a un problème avec la classe ouvrière, elle a un problème avec les termes mêmes de « classe » et « d'ouvriers », et elle a un problème avec la

réalité que ces termes peuvent encore, ou non, recouvrir.

PAS D'IDÉALISATION RÉTROSPECTIVE

Il faut se garder pourtant, même sur ce point, de toute idéalisation rétrospective. La classe ouvrière a rarement eu au fond le caractère d'une absolue évidence, et plus encore dans le cadre d'une République française répugnant à reconnaître publiquement tout groupe particulier, que cette particularité ait une base religieuse, ethnique ou sociale. La République ne s'est en somme pas montrée beaucoup plus tendre avec la classe ouvrière (« ce vilain mot que je n'emploie jamais », disait Léon Gambetta) qu'avec n'importe quelle autre communauté et, si elle a voulu l'intégration politique de ces ouvriers, les a longtemps maintenus dans une situation d'exclusion sociale. Ce phénomène s'est trouvé accru par les particularités de l'industrialisation française. Lente, reposant sur des isolats, elle s'est longtemps combinée

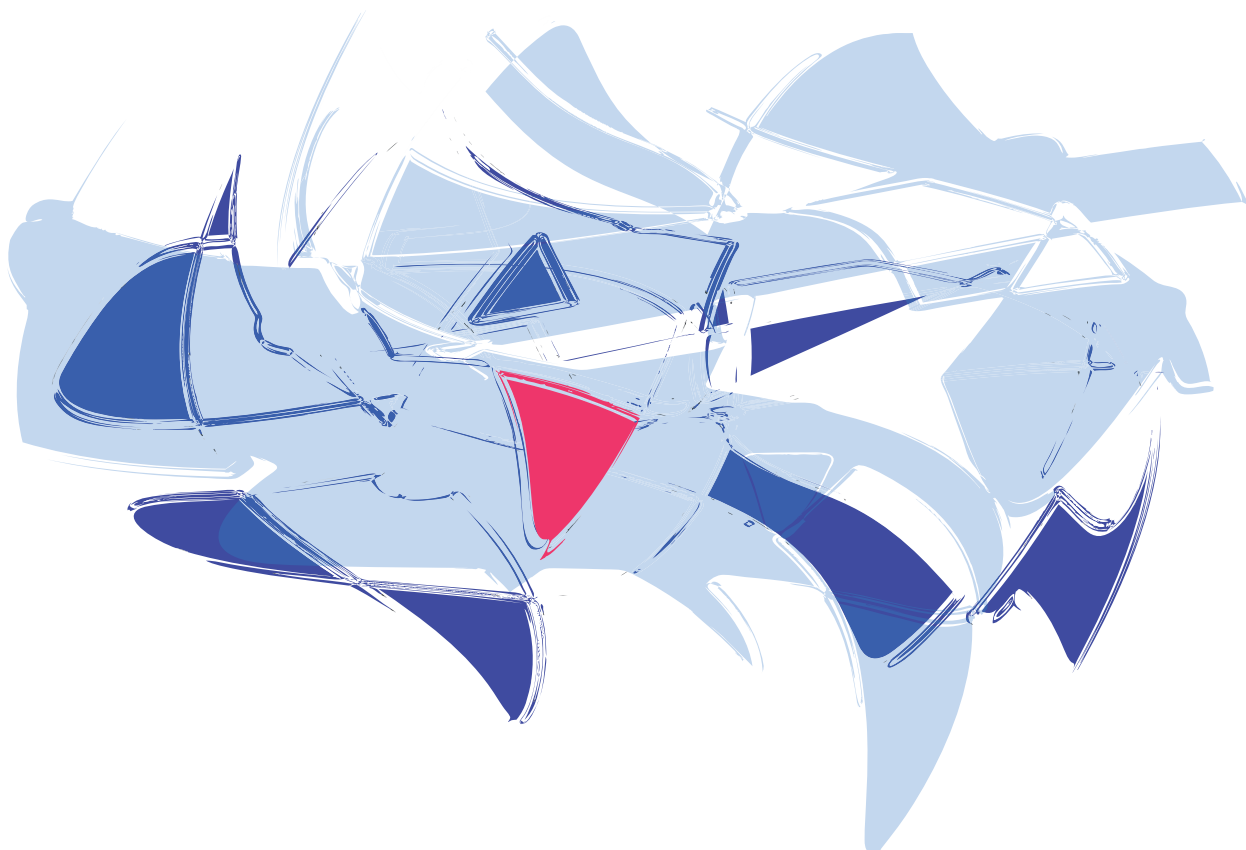
avec la prépondérance politique et sociale maintenue du monde paysan. La volonté de préserver cette base rurale et la faiblesse de la croissance démographique ont contribué à faire très tôt des immigrés une composante majeure du groupe ouvrier. L'unité et la stabilité de ce dernier n'ont jamais été entièrement assurés et il est resté parcouru par de nombreux clivages (hommes/femmes, artisanat/ouvriers des grandes usines, autochtones/étrangers).

LES ANNÉES 1930-1960

Cette période constitue à bien des égards une rupture. L'accélération de l'industrialisation fait affluer aux marges des villes une nouvelle population ouvrière, articulée aux grandes usines chimiques ou métallurgiques. Cette rupture sociale coïncide avec l'implantation d'un Parti communiste qui, en prenant en charge les revendications de cette population rivée aux machines et cantonnés dans les périphéries urbaines, s'impose peu à peu comme « le » parti de la classe ouvrière, en muant la marginalité en fierté et en singularité revendiquée. Encore ne faut-il pas verser à nouveau dans le mythe d'une « Belle Epoque ». Temps des conquêtes sociales (1936, 1945, voire 1968), ces décennies sont aussi celle des crises, des guerres et des défaites (1938, 1940, 1947-1948). Si elles

7

> SUITE
PAGE 8



SUITE DE
LA PAGE 7 >

voient s'affirmer une « génération singulière » (Gérard Noiriel) et une tendance à l'homogénéisation du groupe, cette homogénéité reste relative, aussi bien sur le plan social (OS/ouvriers qualifiés, nouveaux/anciens migrants) que sur le plan politique. On observera surtout à quel point cette « génération singulière » s'inscrit dans une période brève et paraît relever davantage de l'exception que de la règle. Dès les années 1960, les prémices de la crise industrielle sont tangibles dans les mines ou encore le textile. Déjà on s'interroge sur une « nouvelle classe ouvrière », davantage composée de techniciens que de manuels, et déjà on s'inquiète de voir la singularité se diluer face à une société de consommation dont les ouvriers vivent, eux aussi, l'attraction.

LA FIN DES CLASSES ?

On connaît la suite, celle dans laquelle, d'une certaine manière, nous vivons encore : l'accélération de la désindustrialisation, la crise corrélative des formes d'organisation du groupe et sa désintégration dans des oppositions multiples (jeunes/vieux/chômeurs/travailleurs, intérimaires/titulaires d'un CDI, Français/immigrés, etc.), enfin la délégitimation de l'idée communiste et l'abandon en général du paradigme unifiant de « la » classe ouvrière. Est-ce pour autant la fin

des classes ? La plupart des travaux sociologiques (Louis Chauvel) démontrent le contraire : les classes restent visibles mais elles sont visiblement désarticulées (Olivier Schwartz) et surtout les observateurs peinent à mettre des mots sur ce qui pourrait être la principale dichotomie, ou le principe essentiel de différenciation. L'écrasante nébuleuse des classes moyennes salariées contre l'étroite minorité des rentiers, vivant des revenus du capital ? La masse des classes populaires ou du salariat d'exécution (6 millions d'ouvriers et 7 millions d'employés) contre les élites ? Les *outsiders* (jeunes, précaires, chômeurs, minorités, habitants des « quartiers ») contre les inclus (ceux qui disposent d'un emploi, d'un statut et d'une protection, aussi minime soit-elles) ? Jusqu'à quel point de surcroît la question raciale (les « jeunes immigrés » transformés en nouvelles « classes dangereuses ») recoupe-t-elle, ou se substitue-t-elle à la question sociale ?

« Ne pas savoir le sens des mots, voilà tout au plus ce qu'on pourrait appeler le nouveau mal du siècle », disait Aragon à la fin des années 1920. La boutade reste on ne peut plus actuelle. Plutôt que de céder à la nostalgie pour un monde qui n'est plus ou à la déploration misérabiliste des vaincus, des victimes ou au pire

des « prolos-abrutis-qui-votent-FN », discuter des mots, de leur pertinence et des réalités qu'ils sont susceptibles d'exprimer pourrait bien être la première nécessité, y compris sur le plan politique. Si la notion de « parti de classe », qui n'a d'ailleurs jamais eu en France, même à gauche, qu'une légitimité partielle, est aujourd'hui à peu près abandonnée, les partis doivent-ils renoncer du même coup à porter une représentation lisible de la société ? On peut le penser, tant est encore prégnant le souvenir des tragédies et de la désillusion à laquelle a abouti une certaine mythologie ouvrière, tant aujourd'hui un républicanisme lui aussi mythifié redonne sa vigueur à la peur de la division en classes ou en communautés. On peut penser au contraire, comme le faisait Jaurès à propos de la SFIO, que structurer des partis sur la base d'une certaine représentation de la société, des groupes qui la composent et du projet susceptible de réunir au moins une partie d'entre eux, participe moins de la guerre civile que de la vitalité de la vie démocratique et contribue moins à l'enfermement dans une identité qu'à la dynamique d'une collectivité. ■

*Marion Fontaine, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université d'Avignon

CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE, CLASSE IMMIGRÉE ?

Une classe ouvrière démantelée, précarisée, affaiblie offre des perspectives d'intégration plus difficiles, comme d'ailleurs pour la jeunesse en général.

PAR MARYSE TRIPIER*

On comptabilise les étrangers dans les recensements depuis 1851, ce qui correspond à la fixation des frontières à l'heure de la cristallisation des Etats-nations, mais les mouvements de main d'œuvre ont précédé cette classification. Auparavant existaient des migrations qu'on qualifie aujourd'hui d'internes mais qui avaient les caractéristiques qui déterminent les migrants d'aujourd'hui. Bretons, Auvergnats, paysans ne pouvant plus vivre sur leur petite propriété (cf Marx sur la « parcelle ») ont quitté leurs provinces pour chercher du travail et étaient perçus comme des « étrangers ». Belges, Allemands, Italiens, Polonais ont franchi les frontières lors de la première révolution

industrielle, (mines, sidérurgie...) Italiens encore, Espagnols, Portugais, Marocains, Algériens ont accompagné la seconde (automobile, bâtiment...).

Les étrangers en France (ou immigrés, car les ressortissants des colonies n'étaient pas comptabilisés comme tels) ont été et restent pour l'essentiel des ouvriers. En 1954 sur 100 actifs étrangers on trouve 65% d'ouvriers, en 1975 cette part est de 77,3%. La part des étrangers (sans les salariés agricoles) passe de 6,1% en 1954 à 14,1% en 1975¹.

L'INTÉGRATION DES IMMIGRÉS

Ce double constat nous indique que - l'intégration des immigrés et puis de leurs enfants s'est opérée dans les quartiers populaires des villes, dans les corons et plus récemment les bidonvilles, les

foyers, les HLM. En effet, toute migration de travail entraîne à terme, sauf exception (comme les monarchies pétrolières du golfe) une sédentarisation, donc une immigration de peuplement. L'intégration à la France, se fait donc via la classe d'accueil, la classe ouvrière. Il faut donc, à chaque époque connaître les conditions de vie, de travail, les mouvements syndicaux et politiques pour comprendre à quel ensemble s'intègrent ces nouveaux prolétaires. Nous avons pu écrire que plus la classe ouvrière « autochtone » est « intégrée en elle-même », (concept qui s'oppose à celui d'anomie de fragmentation), mais sans fermeture xénophobe, plus l'intégration est possible, avec le temps évidemment. À l'inverse, une classe ouvrière démantelée, précarisée, affaiblie offre des pers-

pectives d'intégration plus difficiles, comme d'ailleurs pour la jeunesse en général. La classe ouvrière, dès son essor est confrontée à la dialectique unité-diversité (âge, sexe, métier, région, origine). Longtemps certaines catégories ont servi de « locomotive ». Depuis les grèves de 1936 et pendant lesdites « trente glorieuses » en particulier : les hommes, blancs, métallos, plutôt qualifiés, dans de grandes usines. Aujourd'hui les contours de cette classe sont à redéfinir, sa place dans l'espace public est menacée par les délocalisations, la précarité, l'individualisation des salaires, etc. (Je n'entre pas dans les débats sur qu'est-ce qu'être ouvrier aujourd'hui ?) À l'inverse le caractère immigré de la classe ouvrière, en terme de nationalité, n'est pas massif, mais inégal, contrasté. Ont existé et continuent d'exister des concentrations dans certains secteurs et dans certaines régions. Ainsi quelques figures ont surgi et ont fait sens : le mineur polonais, le maçon italien, le balayeur sénégalais, la bonne espagnole, aujourd'hui le plongeur sans papier, ou la nounou africaine.

LE MOUVEMENT DES SANS PAPIERS

La mondialisation actuelle a affecté la composition de l'immigration ouvrière (le reste aussi, mais on n'en parle pas ici). Pour Castles², la mondialisation conduit plus que jamais à faire appel à l'immigration pour les *3-D Jobs* (*Dirty*(sale), *Demanding*(non délocalisable) and *Dangerous*(dangereux). Le mouvement migratoire se féminise et l'existence prolongée de « sans papiers » représente une dégradation des conditions de vie antérieures des étrangers. C'est devenu une « condition d'existence » et non une étape. On ne restait pas « sans papiers » dans les années 70-80 même si on subissait de nombreuses discriminations légales (liées au statut de non national) ou illégales (racisme). Le mouvement des « sans papiers » est d'une importance et d'un héroïsme trop souvent sous-estimé. Il nous montre que la question de l'unité aujourd'hui comme hier passe à la fois par de la solidarité sur place mais mobilise ce que l'on appelait l'internationalisme prolétarien qui s'était concrétisé dans la guerre d'Algérie, la lutte

contre le franquisme et le salazarisme. Le mouvement ouvrier lutte contre la concurrence mais pas contre le concurrent, cela fait toute la différence avec les idées d'extrême droite . ■

M.-C. Blanc-Chaleard [2001], *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, Coll. Repères

G. Noiriel [1988], *Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil.

A. Sayad [1979], "Qu'est-ce qu'un immigré ?", in A. Sayad [1991], *L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité*, pp. 49-77.

1) cf Tripiet [1990] *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Ed.

CIEMI-L'Harmattan. Paris, 332p.

2) Castles S. [2002], "Migration and Community Formation under Conditions of Globalization", *International Migration Review*, Vol. 36, n°4, pp. 1143-1168.

*Maryse Tripiet est professeur émérite de sociologie à l'université Paris Diderot.

LES EMPLOYÉS DES SERVICES, LE NOUVEAU PROLÉTARIAT ?

La désindustrialisation et la tertiarisation de l'économie ont entraîné une recomposition des emplois.

PAR VÉRONIQUE SANDOVAL*

Loin de disparaître avec la désindustrialisation, l'emploi non qualifié (un noyau dur de professions qui cumulent bas niveaux de qualification dans les conventions collectives, faibles salaires et formations peu spécialisées) a connu un regain depuis le milieu des années 1990. Il représente aujourd'hui un emploi sur cinq. Et au sein des emplois 'non-qualifiés', l'augmentation du nombre d'employés, notamment des employés de service, a plus que compensé la diminution du nombre d'ouvriers. En 2007, il existe 3,6 millions d'« employés non qualifiés », ou plutôt d'emplois non qualifiés correspondant à des emplois d'employé(e)s (ENQ) occupés par des salarié(e)s souvent diplômé(e)s, dont 3 sur 4 sont des « employés de service »(principalement

des assistantes maternelles, des femmes de ménage, agents de service dans l'éducation, les hôpitaux, des employés de maison, gardiens d'immeuble, agents de sécurité, serveurs, commis en restauration...), et 600 000 des employés de commerce (caissières, employés de libre service...).

Ils présentent des caractéristiques particulières. Les assistantes maternelles les aides à domicile et les femmes de ménage, comme les agents de service ne sont, en effet, ni au cœur des collectifs de travail (leur rythme de travail ne dépend pas de celui de leurs collègues), ni au cœur de la production (il n'est pas surveillé continuellement par la hiérarchie). Il leur est donc impossible d'établir des liens avec des collègues pour résoudre des problèmes rencontrés dans la réalisation ou l'organisation du travail. Les employé(e)s de service n'ont par ailleurs souvent qu'un emploi à temps partiel et sont, dans 1 cas sur 6, à la recherche d'un autre emploi en complément ou en substitut de leur emploi actuel pour accroître leur revenu. Mais n'ayant que peu de chances d'accéder à

des professions plus qualifiées, mais beaucoup plus de se retrouver au chômage, leur revenu salarial annuel est inférieur de 44 % au revenu moyen des autres salariés.

LES O.S. DU TERTIAIRE

Les emplois de service, comme l'ensemble des emplois non qualifiés, ont par ailleurs des conditions de travail très difficiles. Contrairement à une idée répandue, le travail à la chaîne est loin d'avoir disparu. Depuis une quinzaine d'années, le travail répétitif s'est même fortement développé avec l'émergence des « OS du tertiaire » que sont les caissières de supermarché ou les employées d'étage des chaînes hôtelières qui enchaînent les chambres. Elles ont souvent des horaires décalés, des horaires tardifs ou doivent travailler le week-end. Depuis quarante ans, ce sont les employé(e)s de service et de commerce qui, comme les ouvriers non qualifiés (ONQ), ont porté l'essentiel des mutations du marché du travail : le poids du chômage de masse d'abord, mais aussi la précarisation des emplois. Ainsi,

SUITE DE
LA PAGE 9 >

entre 1998 et 2003, seuls 44 % des ENQ présents en 1998 n'ont pas changé de poste de travail et seuls 11 % ont connu une promotion. Ceux qui ont dû quitter leur entreprise (45% des ENQ), sont sans emploi en 2003 dans plus d'1 cas sur 3 et ceux qui ont retrouvé un emploi ont, dans 1 cas sur 2, connu le chômage (pendant 13 mois en moyenne sur la période). En outre ils/elles sont les premières victimes d'un accroissement sans précédent des contrats courts (CDD) et du temps partiel subi.

Toutefois, même si les salaires, conditions d'emploi et de travail, des employés de service et de commerce sont très proches de celles des ONQ, et qu'ensemble ils constituent un segment de main-d'œuvre à part, cela ne suffit pas à la constitution d'un groupe social. Il faudrait qu'ils aient conscience que de nombreux salariés vivent la même chose et qu'il leur est possible de changer les choses. Or qu'ils soient ouvriers ou employés, les « travailleurs non qualifiés », sont les salariés qui s'identifient le moins à une classe sociale.

UN SENTIMENT D'INUTILITÉ SOCIALE

Horaires et lieux de travail éclatés, statuts d'emploi précaires constituent des obstacles à l'appartenance effective à des collectifs de travail et à la prise de conscience d'une communauté d'exploitation. Les employé(e)s de service et de commerce comme les ouvriers non qualifiés sont très peu syndiqués et politisés. 14 % des ENQ, 17 % des ONQ militent ou ont milité dans un parti, un

mouvement politique ou syndical contre 23% des employés qualifiés et 20 % des ouvriers qualifiés. Moins d'un tiers des non-qualifiés (31% des employés de service) se sentent proches d'un parti, d'un mouvement ou d'une cause politique, contre 69 % des cadres et 47 % des employés qualifiés. La précarisation de leurs emplois crée un sentiment d'exploitation et d'inutilité sociale, conduit souvent à la résignation et au retrait face aux instances d'intégration liées au monde du travail. Même si les éléments d'environnement (les collègues, les lieux de travail) leur apparaissent comme les principaux aspects positifs du travail, ils entretiennent moins fréquemment des relations avec leurs collègues que les autres salariés. Cette attitude entre rejet et résignation n'est pas sans danger.

DES TRAVAILLEURS SANS IDENTITÉ DE CLASSE

En l'absence d'une identité de classe, le groupe des travailleurs 'non qualifiés' apparaît morcelé, opposant les jeunes et les plus âgés, les hommes et les femmes, les immigrés et les non-immigrés... Les jeunes non qualifiés ne font pas de la famille et du travail des réalités prioritaires pour se définir. Ils jugent en particulier le travail peu important, veulent changer de métier, d'horaire... Et pour ceux qui ont un diplôme, « les déclassés à leur entrée sur le marché du travail », les emplois non qualifiés sont considérés, à juste titre ou non, comme des emplois d'insertion.

En situation de reclassement après une

rupture professionnelle ou familiale ou à la fin d'une carrière effectuée comme salarié non qualifié, les plus âgés, eux, se résignent à une position professionnelle et sociale qu'ils n'ont que peu d'espoir de voir évoluer. Pour des femmes entrées en cours de carrière sans qualification professionnelle, ces emplois non qualifiés correspondent aussi à des situations plus durables, qui ne débouchent qu'en de rares cas sur des emplois plus qualifiés. Laissées pour compte dans la sphère professionnelle, plus âgées et moins diplômées que les hommes, elles n'espèrent plus voir s'améliorer leurs emplois, mais dans certains cas – c'est le cas notamment de beaucoup d'employées des services à la personne – trouvent une compensation dans un travail qui a du 'sens', une utilité sociale. Au sein des non qualifiés, les immigrés apparaissent enfin, encore plus que les femmes, en retrait quant à leur intégration professionnelle et sociale, cette situation, s'accompagnant d'une forme de repli vers la communauté d'origine (à travers les amitiés et la religion). Face à un sentiment d'injustice largement répandu dans ce groupe social, seule l'espérance peut conduire à la combativité. Le ressentiment, lui, porte au repli identitaire.

La question qui nous est dès lors posée est celle de la concrétisation de notre projet de société alternatif, en partant de la fragmentation de ce nouveau salariat. ■

* **Véronique Sandoval** est responsable du secteur travail au PCF.

LA CLASSE OUVRIÈRE, LA GAUCHE ET LE PCF ; RETOUR SUR UNE RELATION HISTORIQUE

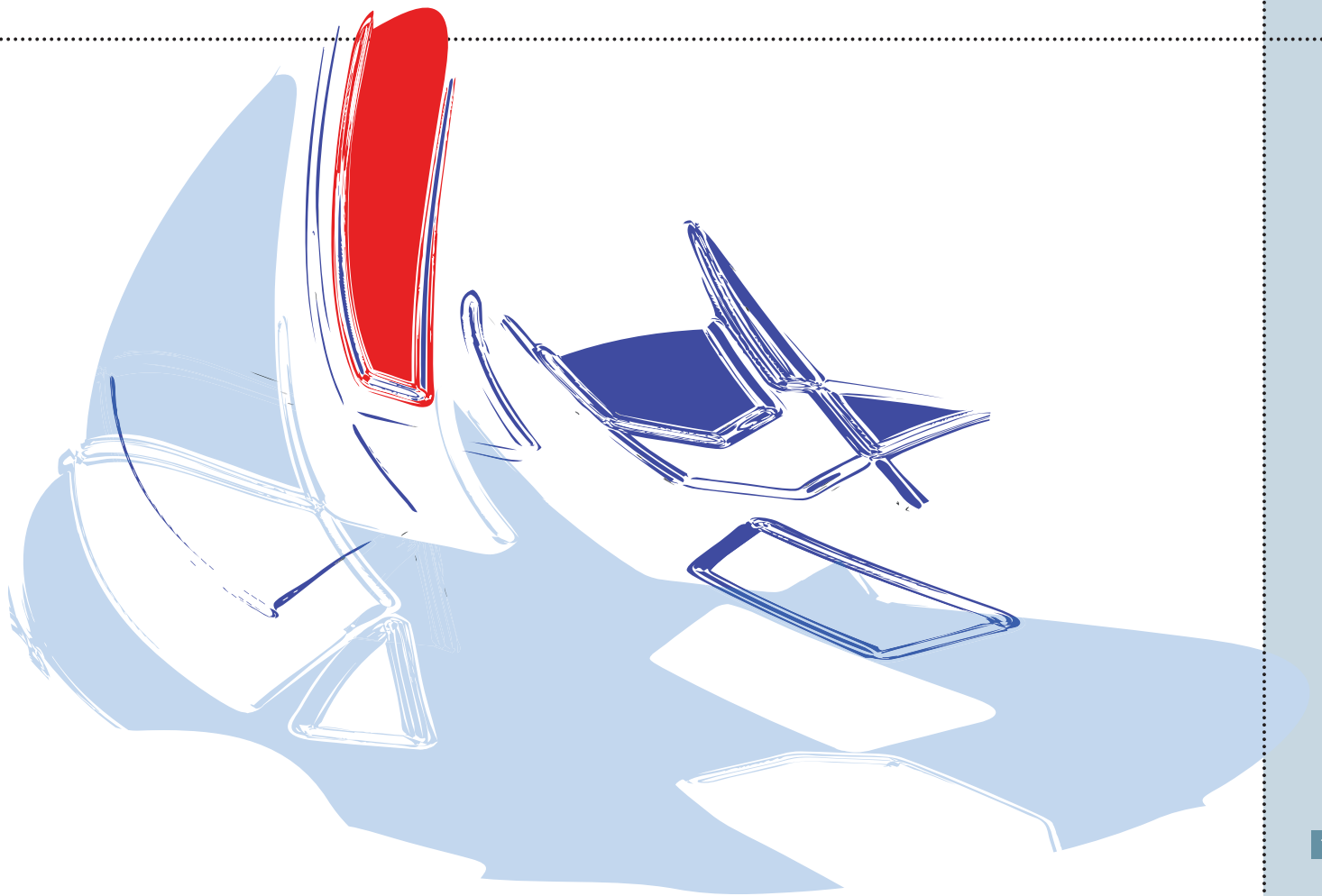
C'est à partir de leurs valeurs et attentes que les ouvriers usent des ressources de la politique pour en modifier les objectifs et les modalités dans le sens d'une « politique ouvrière » accordée à l'éthique du « faire ».

PAR MICHEL PIGENET*

Le Parti communiste, la gauche, la classe ouvrière... Longtemps, l'énuation est allée de soi, telle une relation d'évidence. Les trois dernières décennies en ont rappelé le caractère historique, donc, transitoire, marqué au coin d'une singularité nationale. Le communisme distingua la France, en effet, du reste de l'Europe occidentale, Italie exceptée, par sa longue prépondérance à gauche. Paradoxalement, si cette

situation coïncida avec « l'ouvriérisme » maximum des Trente glorieuses – 41 % des actifs en 1962, 8,6 millions en 1975 –, la France ne figura jamais, pas plus que l'Italie, dans le peloton de tête des sociétés les plus ouvrières du continent. De fait, entre 1946 et la fin des années 1970, la proportion des ouvriers favorables au PCF, toujours supérieure au tiers, frôla souvent la moitié. Au-delà du PCF, la classe ouvrière penchait massi-

vement à gauche : 68 % en 1967, 70 % en 1981, soit 22 à 13 points de plus que l'ensemble des électeurs. Or, si le PS et le PCF se voulurent « partis de classe », l'ancrage politique des ouvriers leur était antérieur, à l'instar du clivage gauche/droite issu de la Révolution française. Les modalités et les acquis de celle-ci, puis les temps forts des combats politiques ultérieurs ont érigé le volontarisme en quasi-principe républicain,



condition de sa réception dans les milieux populaires auprès desquels la République apparut comme le cadre approprié d'une démocratisation permanente tendue vers l'idéal de bonheur pour le plus grand nombre.

L'ÉMERGENCE D'UNE OPINION ROUGE

Très tôt, la cause républicaine eut des adeptes chez les ouvriers séduits par ses promesses d'égalité et d'émancipation. En 1830 comme en 1848, les travailleurs prirent place sur les barricades, mais les répressions qui mirent fin aux effervescences politiques et sociales des lendemains de révolution rompirent souvent les fils tissés avec les républicains d'origine bourgeoise. La première expérience du suffrage universel permit malgré tout l'émergence d'une opinion « rouge », aux yeux de laquelle la « vraie » République devait être démocratique et sociale, forte, en 1849, du soutien de près de 25 % des voix recueillies dans les villes ouvrières et auprès de larges fractions du petit peuple des campagnes. Le coup d'Etat de 1851 défit les convergences esquissées. Sous l'Empire, les appels au séparatisme électoral n'eurent guère d'écho, à la diffé-

rence de la voie syndicale, plus adaptée à l'expression directe des revendications ouvrières, mais dont les liens avec l'AIT préparèrent la Commune. Bref, l'épisode se conclut par la décapitation du mouvement ouvrier qui, couplée aux priorités de la défense républicaine, atténua l'insertion du social dans les luttes politiques avant la fin des années 1870. A priori, le terrain électoral n'était pas le plus propice aux succès de partis de classe dans un pays où les ouvriers restaient minoritaires. À l'exception des circonscriptions faubouriennes de grandes villes ou des bassins miniers, l'électorat ouvrier, dilué, n'était pas en mesure d'assurer la désignation de « ses » représentants. Les connivences et références partagées au fil des luttes politiques aidant, cette faiblesse numérique fut toutefois compensée par la multiplicité des passerelles que le dégradé des conditions mouvantes et poreuses du salariat hexagonal maintenait avec le reste des classes populaires. Les progrès électoraux obtenus sur cette base orientèrent les socialistes sur une pente institutionnelle. C'est contre ce processus d'intégration que réagit le syndicalisme révolutionnaire. Au plus fort de son

influence d'avant la Première Guerre mondiale, un tiers des ouvriers votaient socialiste. Beaucoup maintenaient leur confiance aux radicaux, ces autres héritiers des « rouges », mais les politiques sociales municipales pouvaient conduire des travailleurs à soutenir, par exemple au Havre ou à Rouen, les républicains modérés. Le paternalisme patronal entretenait des inclinations plus droitières, notamment en Lorraine sidérurgique ou au Creusot. Quant aux ouvriers de Mazamet, cégétistes et catholiques, ils votaient régulièrement à droite contre leurs employeurs républicains et protestants.

LA CULTURE OUVRIÈRE FONDÉE SUR LE CONCRET

Au vrai, la politique instituée, portée à l'abstraction et à la rhétorique, imprégnée de juridisme, tournée vers l'expression d'opinions individuelles, est aux antipodes de la culture ouvrière fondée sur le concret, l'immédiat, la proximité, le quotidien et le collectif. Ni linéaire ni unilatérale, la politisation ouvrière relève moins de l'acculturation que de la réappropriation active. C'est à partir de leurs valeurs et

SUITE DE
LA PAGE 11 >

attentes que les ouvriers usent des ressources de la politique pour en modifier les objectifs et les modalités dans le sens d'une « politique ouvrière » accordée à l'éthique du « faire ». À distance défiante, des politiciens et de la politique institutionnelle, elle oppose le contre-modèle d'une politique « en acte » et « directe » dont les fondements sociologiques et anthropologiques ne préjugent pas d'affinités partisans, mais purent entrer en résonance avec le volontarisme et les ambitions sociales de la gauche.

LA SINGULARITÉ DU PCF

Dans la longue durée de cette relation, la singularité du PCF fut de réaliser, un temps, l'improbable synthèse de la « politique ouvrière » et de la politique institutionnelle à travers l'assimilation de son identité partisane à celle de la classe. Le PCF se dota en conséquence, dans les douleurs de la bolchevisation exigée par Moscou, des moyens de ses objectifs. À compter de 1924-1925, il ne cessa de privilégier la promotion de mili-

tants ouvriers et l'action en direction des usines et des quartiers populaires. La rupture introduite par cette manière d'ériger l'illégitimité culturelle et sociale en critère de légitimation politique forgea une culture et une sensibilité partisane inédite. Alors même que les lignes et le fonctionnement changeaient, la constance de son « ouvriérisme » garantissait la vigueur de l'ancrage du PCF dans la société française aux grandes heures de la seconde industrialisation et de l'État social. La radicalisation consécutive au choc de 1968 et le renouvellement du recrutement bousculèrent les équilibres sur lesquels reposait la spécificité du communisme hexagonal. La gestion maîtrisée des tensions inhérentes à la délicate synthèse sociopolitique aux fondements du PCF s'enraya, provoquant une série de crises internes sur fond de bouleversements sociaux. L'ouvriérisme communiste vira au handicap dès lors que l'image de l'ouvrier et le sentiment d'appartenance de classe se dégradaient. Le retour au

gouvernement rongea la crédibilité du Parti, force d'appoint d'un pouvoir organisant la dérégulation social-libérale. Contemporain du détachement progressif des ouvriers de la gauche en général, la séparation du vote ouvrier d'avec le vote communiste s'accéléra au fur et à mesure que le recul du PCF laminait son attractivité. Non inscription électorale, abstention, vote de repli protestataire dont la stigmatisation favorisait une identification moins attachée à la rhétorique de droite extrême qu'au volontarisme politique hors de saison à gauche. Le vote ouvrier perdait en cohérence plus qu'il ne s'effaçait. On le vérifia lors du référendum de 2005, non sans une ambiguïté que la gauche, PCF compris, se révéla incapable de travailler. Mais ne préjugeons pas des suites d'une histoire qui reste ouverte. ■

Michel Pigenet* est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-I. Il est directeur du Centre d'Histoire sociale du XX^e siècle,

12

DE LA MÉSENTENTE AU REJET ?

Comment la gauche peut-elle devenir majoritaire sans l'appui des classes populaires ?

PAR HENRI REY*

On doit saluer l'intérêt du texte de Terra Nova sur les stratégies électorales conseillées à la gauche: il dit tout haut et sans afféteries ce que depuis longtemps déjà un certain nombre de responsables et d'experts profèrent et pratiquent avec plus de discrétion ou d'atermoiements : les ouvriers ne nous intéressent plus, ils sont passés à l'extrême-droite, à droite ou à l'abstention, voyons ailleurs. Depuis une vingtaine d'années s'est progressivement imposée l'idée que la classe ouvrière est en train de disparaître et que sa dislocation s'accompagne de réactions répulsives : xénophobie, ressentiment à l'égard des élites, lutte de tous contre tous, pulsions sécuritaires, adhésion aux discours populistes, sans d'ailleurs qu'on s'interroge dans le même temps sur les pratiques et discours de la gauche en direction des milieux populaires. La classe ouvrière d'avant la mondialisation néo-libérale, celle qui votait encore massivement pour Mitter-

rand en 1988 aurait fini, avec la délocalisation des usines, le chômage de masse et les diktat des fonds de pension, à se volatiliser et ce qui en reste filerait du mauvais coton. L'avenir de la gauche se jouerait désormais du côté des classes éduquées, ouvertes au monde et à l'évolution des genres de vie, d'autant plus à gauche qu'elles sont bac++ et permissives. Trop de hâte pour voir pratiquement achevée l'évolution pressentie conduit toutefois à sous estimer largement le poids démographique des ouvriers et des employés, à oublier les 50% du vote ouvrier pour Ségolène Royal au 2^{ème} tour de 2007 (plus que les 47% de son résultat global), à amplifier l'emprise déjà considérable du Front national, volontiers présenté comme le nouveau parti ouvrier et laisse sans réponse la question : comment devenir majoritaire sans l'appui des classes populaires ?

INCONSISTANCE D'UNE GAUCHE POST-SOCIALISTE

L'embaras de la gauche à l'égard des catégories populaires prend naturellement des expressions diverses selon les courants et les formations, mais il est bien réel et résulte à mon sens d'au moins trois grands facteurs : le renoncement à leur

voir jouer un rôle moteur de transformation sociale, la difficulté à imaginer une alliance entre les différentes composantes des catégories populaires, entre elles et avec les couches moyennes, et l'incapacité à rendre crédible une alternative à la gestion courante conduite par la droite en France et en Europe. Ces trois points sont étroitement liés car ils renvoient, au fond, à l'inconsistance de l'identité d'une gauche post-socialiste, ayant répudié jusque dans ses déclarations de principe, la notion de lutte de classes, hésitant à la simple énonciation du vocable « ouvrier », peu attentive au décryptage et à la gestion des contradictions qui divisent les catégories populaires et peu confiante dans sa propre capacité à porter des réformes appréciées comme significatives par l'électorat populaire. Ne resterait alors, pour la gauche, qu'à reprendre, sous des formes plus ou moins renouvelées, un discours républicain, qui ne la distingue pas en propre, et à la classe ouvrière à se fondre tant bien que mal dans la masse des citoyens. ■

***Henri Rey**, est politiste, directeur de recherches à Sciences Po (CEVIPOF), auteur de *La gauche et les classes populaires, Histoire et actualité d'une méfiance*, Ed. La Découverte.

LA GAUCHE DOIT AUSSI DÉFENDRE LES NOUVELLES CLASSES POPULAIRES

Le terme de « classes populaires » est source d'une grande confusion politique. Cette confusion est à l'origine de la polémique qui a entouré la publication du rapport de Terra Nova sur la stratégie électorale¹.

PAR OLIVIER FERRAND*

On nous a accusés de vouloir abandonner les classes populaires au Front national. Rien n'est plus faux. Ce que nous avons dit, c'est que les classes populaires d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. Les classes populaires de 1981, c'étaient les ouvriers et employés en emploi. Leur cœur : la classe ouvrière. Leur figure emblématique : l'OS à l'usine. Ils étaient tous intégrés, en emploi stable (CDI), car ils vivaient dans la société du plein emploi. Dans la société en crise de 2012, la réalité des classes populaires n'est plus celle-là. À côté de ces classes populaires intégrées, il y a aujourd'hui une masse nouvelle de classes populaires déclassées, qui ont une relation plus ou moins éloignée à l'emploi. Le phénomène récent, c'est l'explosion du précaire. En 2010, sur 19 millions de contrats de travail signés en France, 12 sont des contrats de moins de ... un mois ! Au total, il y a aujourd'hui en France six millions de précaires (CDD, interim, temps partiel subi), auxquels s'ajoutent trois millions de chômeurs, et encore trois millions d'exclus qui ne cherchent même plus un travail. Soit douze millions d'outsiders, 40% de l'ensemble de la population active.

QUELS SONT LES VISAGES DE CES NOUVELLES CLASSES POPULAIRES ?

Ce sont des jeunes peu qualifiés en galère de petits boulots en CDD, des mères célibataires employées à temps partiel fragmenté, des blacks et des beurs de banlieue discriminés à l'embauche, des ouvriers en chômage de longue durée... Les nouvelles classes populaires sont les principales victimes de notre société en crise. Elles ont les revenus les plus modestes et vivent le plus souvent sous le seuil de pauvreté. Elles sont les variables d'ajustement à la crise : 80% des destructions d'emploi subies depuis 2008 ont été subies par les travailleurs précaires. Ce sont eux, les « gueux » dont parle Jean-Luc Mélenchon. Pire encore, ces populations sont violentées politiquement, en butte à la vindicte populiste du FN et de l'UMP radicalisée. Elles sont agressées dans leur identité culturelle : les « jeunes » fainéants, la « racaille » de banlieue, les Français de l'immigration rejetés comme des étrangers sur leur propre sol. Et elles sont stigmatisées socialement comme des « assistés ». À 466 euros, nous avons pourtant les minima sociaux parmi les plus faibles d'Europe : 35% à peine du revenu médian, une misère, contre 60% en moyenne dans l'Union européenne et

80% dans les pays les plus solidaires (pays nordiques, Allemagne, Pays-Bas).

Le problème, c'est que la plupart des politiques et des intellectuels de gauche continuent à faire référence aux classes populaires de 1981. Quand ils parlent des « classes populaires », ils pensent en fait « classes populaires intégrées » et ils ne voient pas les nouvelles classes populaires déclassées. « Les classes populaires, c'est le salariat », dit Olivier Dartigolles, le porte-parole du Parti communiste. Or justement, la majorité des classes populaires actuelles ne fait pas partie du salariat ! Les nouvelles classes populaires sont un angle mort du discours politique de gauche, dont l'imaginaire demeure associé aux référents d'hier, incarnés par l'ouvrier à l'usine en CDI.

Le message de Terra Nova est simple. La droite sarkozyste a dressé la « France qui se lève tôt » contre les « assistés ». Il ne faut pas la suivre dans cette voie délétère. La gauche doit défendre aussi les nouvelles classes populaires. ■

Olivier Ferrand* est président de Terra Nova

1) Olivier Ferrand et Bruno Jeanbart, *Gauche : quelle stratégie électorale pour 2012 ?* (rapport de Terra Nova, www.tnona.fr, mai 2011).

13

LE DÉGOÛT DU PEUPLE

Les classes populaires paraissent une cause perdue pour la politique, la démocratie et « la France de demain ».

PAR ANNIE COLLOVALD*

Les classes populaires sont aujourd'hui bien impopulaires. Du moins si l'on s'en tient aux commentaires les plus en vue sur leurs comportements électoraux et leurs motivations sociales. Considérées, depuis 1995 sur la base des sondages, comme les principaux soutiens du FN au point de faire de celui-ci le premier parti ouvrier en France, elles sont maintenant perçues comme culturellement incompatibles avec la société que l'avenir appelle :

« tolérante, ouverte, solidaire, optimiste et offensive » selon les termes du rapport de Terra Nova. Les constats s'accumulent ainsi sur leur caractère hors jeu d'une politique moderne. Leur inculture liée à leur manque de diplôme et leur faiblesse économique se conjuguent pour les doter d'une « crédulité réceptive » aux solutions simplistes, autoritaires et xénophobes affichées par le FN et au charisme du leader « fort en gueule » de ce parti. Si l'on relève déjà quelques difficultés d'interprétation sur ce point avec le remplacement du père

par la fille, on peut réfuter de telles affirmations, non par volonté romantique de « sauver la classe ouvrière », mais parce qu'elles ont tout d'une évidence très mal fondée.

L'EMPRISE DES PRÉJUGÉS

Rappelons d'abord quelques commentaires de 2002, intéressants tant ils révélaient combien, sous l'apparence de décire, s'opèrent des raccourcis terribles et des stigmatisations qui quittent le terrain scientifique pour celui de l'opinion préconçue. « ... (Ceux qui votent

> SUITE
PAGE 14

FN) sont des gens qui sont en bas de l'échelle des revenus mais aussi de l'échelle des savoirs. Plus le niveau de culture est élevé, plus on est à l'abri d'un vote Le Pen » affirme un politologue. Les électeurs du FN se retrouvent, soit par défaut d'éducation soit par adhésion idéologique, dans de mêmes attentes d'ordre, de sécurité et d'autorité (souhait d'avoir un « chef ») et dans un même « ethnocentrisme » (« rejet des autres ») affirme un autre qui précise : « Il ne s'agit pas de n'importe quels ouvriers (qui votent FN), mais de la fraction la plus « ouvrière » d'entre eux, ceux qui sont nés, travaillé et se sont mariés dans ce milieu... ». L'intégration dans le monde ouvrier prédisposerait ainsi à adhérer aux thèses frontistes. Les interprétations reposaient néanmoins alors sur des jugements « à bascule » : ils blâmaient les classes populaires (responsables du succès d'un parti indigne) tout en les plaignant (elles avaient des excuses : elles étaient les principales victimes d'une crise sociale qui les laissaient déboussolées et disponibles, par frustration et ressentiment, pour tout extrémisme). Maintenant, avec le rapport de Terra Nova, c'est en raison de leurs valeurs matérialistes et quasi réactionnaires les inclinant à s'arc-bouter sur leurs « acquis » et à défendre « le présent et le passé contre le changement » que les catégories populaires seraient incapables de participer à la réalisation d'une société meilleure. Plus d'hésitations ou d'atermoiement ici : la naturalisation des « indispositions à la démocratie » est complète, au prix cependant d'une série de glissements et de projections inversées dans des commentaires déjà peu crédibles sociologiquement.

En 2002, le clivage principal opposait les « gens d'en bas » (« ceux de la désespérance sociale ») aux « privilégiés » ; aujourd'hui la coupure passe entre les *insiders* (les ouvriers et les employés) et les *outsiders* (les femmes, les jeunes, les immigrés et toutes les catégories cultivées qui les soutiennent). L'évocation (même sommaire et caricaturale) des rapports de domination a disparu, remplacée par un double tour « de vice » symbolique. D'une part, les traits prêtés au FN sont transférés sur ses supposés soutiens populaires. Nouvelle explication apparue en 2002 qui changeait les points de vue sur l'extrême droite et les menaces pesant sur la démocratie, c'est le FN qui était jugé être un « *insider* dangereux » : la raison en était son

caractère « trop démocratique » – il entendait donner « trop de place au peuple » – contrairement aux extrêmes droites précédentes, dangereuses par leur « déloyalisme » et leur inclination anti-démocratique, ce que désignait le label de « fasciste ». Aujourd'hui ce sont les ouvriers et les employés, hier vus comme des « exclus », qui sont des *insiders* parfaitement intégrés à l'ordre social dominant. Sont passées sous silence leur déstabilisation, leur démobilisation et les diverses formes de relégation sociale et politique que toute une série de politiques peu sociales leur font subir : c'est par manque de raisonnement et de conviction éclairés qu'ils seraient devenus les supporters d'un conservatisme rétrograde ! D'autre part, le niveau d'études qui, en 2002, était présenté (à tort) comme la première source des inégalités sociales et la variable prédictive des orientations politiques (moins de diplôme signifiait moins de compétence et donc plus de crédulité et d'engouement pour l'extrême droite) est maintenant retraduit en termes de « valeurs » ou plus précisément de « contre valeurs ». Comment, en complément de tous les dispositifs établis ou envisagés de surveillance et de contrôle des « pauvres » toujours tricheurs, fraudeurs et menteurs, mieux attester de l'infériorité statutaire et morale des catégories populaires (et de la supériorité morale des élites) ? Décidément, aux pauvres, les mains et les pensées sales !

L'ENTÊTEMENT DES FAITS

On ne peut être que consterné devant la concordance de ces jugements qui, en toute tranquillité cognitive, sont assenés comme des constats. Non seulement, ils ajoutent aux dégradations sociales de vie une disqualification symbolique en déclassant les catégories populaires – hier pourtant avant-garde de lendemains heureux – pour les dépeindre sous la figure repoussoir du « mauvais peuple » arriéré et dépassé, mais ils créent une distance morale telle avec les plus démunis qu'elle justifie tous les abandons passés et futurs. Consterné aussi, même si l'on y était habitué, par l'expression sans fard d'un mépris social qui, sous couvert de science et d'expertise, ratifie des préjugés avec une ignorance des « faits » confinant au cynisme.

Nombre de travaux sociologiques ont montré que le premier parti des fractions populaires est l'abstention et non

le FN, que celles-ci continuent (quand elles votent) à donner leurs voix principalement à la gauche (la majorité de leurs membres ont voté S. Royal en 2007) puis à la droite classique, que la nouveauté électorale les concernant est double : forte montée de l'abstention conjuguée à une dispersion de leurs suffrages. Ce sont ces phénomènes qui sont préoccupants pour la démocratie, du moins pour la démocratie concrète qui se fonde sur une pratique active et la participation de tous à la définition du souhaitable et du désirable en société. Ils signalent, chez les ouvriers et les employés, l'érosion du sens de leur place sociale et renvoient à leur situation actuelle et non à leurs dispositions ou leurs valeurs. Une situation sociale et économique dans laquelle leurs vies ne cessent de s'abîmer (chômage, licenciements, absence d'avenir...) ; une situation politique également qui les voit de plus en plus livrés à eux-mêmes dans l'expérience des épreuves sociales et délaissés par des organisations qui, il y a peu, se vouaient à les protéger des mécanismes de domination sociale et des humiliations vécues en dénonçant les injustices et en offrant un discours d'espérance. **À l'inverse ainsi de ce qui est proclamé à satiété, les catégories populaires possèdent bien des verrous moraux et une conscience sociale pour se réfugier d'abord dans le retrait électoral et social afin de préserver une dignité menacée.** Ces dispositions, inculquées par l'histoire même du mouvement ouvrier, forgent une éthique invitant davantage à la fidélité silencieuse aux idéaux collectifs qu'à la conversion au pire. Une éthique pour le moins étrangère aux « importants » qui, eux, professent et adoptent sans grands états d'âme les revirements ou reniements politiques et qui aident, comme si besoin était, par leur mépris et leur ignorance, le probable à devenir destin et fatalité : le propre de l'idéologie et des pratiques dominantes, le contraire d'une lutte contre l'inacceptable. ■

*Annie Collovald est professeur de sociologie à l'université de Nantes, directrice du CENS (centre nantais de sociologie) et membre de l'association Savoir/Agir. Elle a publié *Le populisme du FN : un dangereux contresens*, édition du Croquant, 2004 et son livre *Jacques Chirac et le gaullisme : biographie d'un héritier à histoires* vient de paraître en poche chez Belin, 2010.

QUELLE PLACE POUR LES OUVRIERS DANS UN PROJET DE GAUCHE ?

A *contrario* des orientations avancées par Terra nova, le salariat qu'il soit en activité, en formation, au chômage ou à la retraite, dans toutes ses dimensions – genre, cultures, orientation sexuelle, foi religieuse... – et dans la recherche de son unité, doit constituer le socle électoral de la gauche.

PAR YANN LE POLLOTEC*

Depuis 1988, le PS n'a gagné aucune élection présidentielle, alors que c'est le type d'élection où la participation est la plus forte. Certes le PS et la gauche gagnent les élections intermédiaires et locales, mais dans un contexte d'abstention de plus en plus massive. Il existe une contradiction de plus en plus difficile à dépasser, entre la forte demande de protection et de justice sociale des classes populaires, et les conséquences de l'acceptation par le PS du cadre économique du capitalisme contemporain. Le caractère antagoniste de cette contradiction conduit soit à renier les promesses sociales lorsqu'on arrive au pouvoir, soit à être dans la non réponse assumée à la demande sociale des classes populaires comme le fut Jospin avec son « l'État ne peut pas tout » en 2001. Dans les deux cas on produit de l'abstention, on dévalorise la politique et la démocratie en particulier auprès des classes populaires.

TERRA NOVA, L'ABANDON DES CLASSES POPULAIRES AU FN

C'est avec la prétention de résoudre ce problème que Terra Nova¹, a produit son rapport : « Gauche quelle majorité pour 2012 ». L'idée maîtresse de ce rapport est que les ouvriers, les employés, les classes populaires ne sont plus et ne peuvent plus être le socle électoral de la Gauche. Terra nova théorise l'abandon des classes populaires au FN : « bientôt fréquemment, le FN de Marine Le Pen a opéré un retournement sur les questions socio-économiques, basculant d'une posture poujadiste néolibérale (...) à un programme de protection économique et sociale équivalent à celui du Front de gauche. Pour la 1^{ère} fois depuis plus de 30 ans, un parti entre à nouveau en résonance avec toutes les valeurs des classes populaires : protectionnisme culturel, protectionnisme économique et social. Le FN se pose en parti des classes populaires² »

L'électorat de gauche doit se recomposer autour de « valeurs culturelles », la liberté des mœurs, la dépenalisation des drogues, l'ouverture aux différences culturelles, acceptation de l'immigration et de l'Islam... et non d'enjeux économiques et sociaux. Ce nouvel électorat « la France de demain » serait constitué par les jeunes, les femmes, les « Français de la diversité », les diplômés, les urbains et les non catholiques.

DIVISION DU SALARIAT ENTRE *OUTSIDERS* ET *INSIDERS*

Terra nova joue la division du salariat en opposant les *outsiders* (précaires, chômeurs, exclus, « minorités visibles », employées qui, par leurs supposées « valeurs culturelles », peuvent intégrer « la France de demain »), et les *insiders* (salariés masculins en CDI et retraités qui, arqueboutés sur « leurs droits acquis » et taraudés par l'angoisse du déclassement), ont vocation à voter FN. Les *insiders* sont assimilés aux classes populaires. Par leurs « droits acquis » ils empêcheraient l'entrée sur le marché du travail des *outsiders*. Terra Nova propose une recomposition de l'électorat du PS qui n'est qu'une version francisée du projet social-libéral-libertaire de « 3^e voie » d'Anthony Giddens et de Tony Blair, dont l'axiome de base était que « les sociétés modernes ne secrètent plus de projet collectif en dehors des aspirations individuelles de chacun ». Il s'agit de gagner sa place dans la société et non de la changer.

UNE FORME D'APARTHEID SOCIAL

Restreindre les classes populaires aux seuls ouvriers et employés masculins en CDI comme le fait Terra nova, relève d'une conception pour le moins singulière de la sociologie. Considérer que les classes populaires sont fatalement et uniformément dominées par des valeurs culturelles réactionnaires participe d'une forme d'apartheid social et non d'une analyse rigoureuse des évolutions de la société française. Terra Nova fait l'im-

passer sur les contradictions et les tensions qui minent la gauche française depuis la fin des années 80 : Le fait que l'opposition révolutionnaire / réformiste ait laissé la place à une opposition entre ceux qui veulent changer les rapports sociaux et ceux qui veulent que chacun trouve sa place dans la société telle qu'elle est.

La contradiction entre les choix politiques mis en œuvre par la gauche au pouvoir dans les institutions nationales et européennes et les intérêts objectifs du salariat.

Le fossé qui existe entre ceux qui représentent le peuple dans les institutions et la réalité sociale de ce peuple.

A CONTRARIO, LE SALARIAT SOCLE ÉLECTORAL DE LA GAUCHE

A *contrario* des orientations avancées par Terra Nova, le salariat qu'il soit en activité, en formation, au chômage ou à la retraite, dans toutes ses dimensions – genre, cultures, orientation sexuelle, foi religieuse... – et dans la recherche de son unité, doit constituer le socle électoral de la gauche. Une gauche authentique se doit de répondre aux aspirations économiques et sociales des classes populaires, aux besoins de nouvelles protections sociales, mais ces combats sont indissociables de la lutte contre toutes les dominations et pour des valeurs de liberté, d'égalité, de solidarité, d'internationalisme, de paix... La gauche doit non seulement présenter une alternative, mais aussi rendre crédible à l'échelle d'une vie humaine le chemin politique pour y parvenir. C'est pourquoi elle doit s'appuyer sur les combats émancipateurs de la jeunesse, des femmes et du féminisme, des « Français de toute la diversité »... en convergence avec toutes les luttes sociales pour construire le rassemblement politique du peuple afin de changer radicalement les rapports sociaux et de bâtir une France de demain pour tous. ■

Yann Le Pollotec* est membre du conseil national du PCF.

1) Plus qu'un think tank, Terra Nova est le groupe de pression idéologique et médiatique de l'aile la plus social-libérale du PS

2) Page 15 du rapport Terra Nova « Gauche quelle majorité pour 2012 »

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉMANCIPATEUR

La définition d'une politique industrielle novatrice mobilise des enjeux très concrets d'emploi, de prospérité du pays et d'indépendance.

PAR ALAIN OBADIA*

La stratégie d'abandon industriel menée par la classe dirigeante depuis plus de trente ans a conduit à la destruction de près de 3 millions d'emplois dans l'industrie. Le développement des services n'a pas apporté la solution miracle proclamée par les chantres de la société post industrielle. Entre 2002 et 2011, le chômage s'est aggravé (+ 650 000) et la précarité du travail a explosé. La dégradation de la balance commerciale n'est pas qu'une statistique. Elle signifie que la France doit s'appauvrir pour se procurer les produits qu'elle n'est plus en mesure de fabriquer. Les échanges internationaux sont une excellente chose mais leur déséquilibre structurel est dangereux sur la durée. Nous en subissons désormais les conséquences. Notre déficit extérieur n'est pas dû uniquement au dumping social, aux pays à bas coûts. Le second poste déficitaire après la Chine est celui de l'Allemagne. Ce pays est, à l'inverse du nôtre structurellement excédentaire. Cela pèse sur le rapport des forces en Europe. Au-delà des rodomontades de Sarkozy, la France est désormais à la remorque des exigences allemandes par exemple en ce qui concerne la gestion de la crise de l'Euro.

JOUER SUR LES SYNERGIES

Ainsi, la nécessité de mener une politique industrielle au service de l'emploi et du développement humain est un des éléments importants conditionnant notre avenir.

Il est faux d'opposer l'industrie et les services. Ils ne fonctionnent pas comme des vases communicants mais au contraire dans des relations d'interaction. Il est faux d'opposer industrie et enjeux écologiques. Dès lors que la bataille est menée pour intégrer ces enjeux aux objectifs de gestion, les mesures de protection de l'écosystème jouent avec efficacité. Les expérimentations de l'écologie industrielle dont la démarche est d'intégrer l'approche écologique dès l'origine des process est particulièrement prometteuse. L'une des

manières les plus opérantes de diminuer l'empreinte carbone des productions est de les relocaliser. Les mensonges propagés il y a quelques années selon lesquels une nouvelle division du travail se serait instaurée qui nous permettrait de garder les activités à haute valeur ajoutée et la recherche alors que les pays émergents se contenteraient d'être l'atelier du monde ont volé en éclat. La Chine, l'Inde, le Brésil etc. n'ont nullement l'intention de nous laisser être les têtes pensantes alors qu'ils seraient les petites mains. Ils ont bien raison. Chacun peut contribuer au progrès de tous et l'exigence de coopération est plus pressante que jamais. Ainsi, notre action pour l'industrie n'est pas un combat passéiste. Bien au contraire elle conduit à poser la satisfaction des besoins humains comme moteur d'un mode de développement émancipateur.

UN DÉVELOPPEMENT ÉMANCIPATEUR

La politique industrielle n'a pas pour but de soutenir à coup de fonds publics des « champions nationaux » - en fait des multinationales à base française - qui ensuite délocaliseraient les productions. Elle doit au contraire intégrer comme préoccupations prioritaires : la création d'emplois et notamment d'emplois qualifiés, la sauvegarde de l'écosystème, le développement des territoires, la synergie avec les services et les services publics.

Elle doit s'appuyer sur des systèmes de financement profondément transformés. La durabilité de l'activité industrielle est incompatible avec les exigences de taux de rentabilité à deux chiffres exigés par les actionnaires; incompatible également avec le primat du court terme qui caractérise leur logique. C'est pourquoi il est essentiel de se battre pour réorienter les financements et mobiliser de nouveaux moyens financiers. La création d'un pôle financier public au service d'une nouvelle politique du crédit, des Fonds Régionaux, National et Européen la mettant en œuvre pour promouvoir l'emploi, le développement territorial et la préservation des écosystèmes en constituent les instruments privilégiés. La politique industrielle doit s'inscrire dans une stratégie cohérente. A cette fin, il est primordial de doter notre pays de capacités prospectives au service de ces objectifs, d'outils de planification concernant les grands projets structurants et surtout de procédures de décisions novatrices pour

que les choix conditionnant l'avenir relèvent de la démocratie et non des exigences des marchés financiers.

La politique de recherche doit conjuguer une recherche fondamentale de haut niveau n'obéissant pas à des objectifs de rentabilité à court terme et un développement de la R&D des entreprises aujourd'hui notoirement insuffisante. Les pôles de compétitivité doivent être transformés profondément pour devenir des « pôles technologiques de coopération » favorisant la production aval sur le territoire.

Une véritable politique de développement des filières stratégiques favorisant les coopérations entre branches doit être mise en œuvre et être dotée des compétences humaines et des moyens financiers nécessaires. Une vingtaine de filières de ce type peuvent être identifiées de l'aérospatiale à la pharmacie en passant par l'automobile, l'énergie, les industries de la communication et du virtuel ou les transports etc. En lien avec les exigences d'efficacité sociale et de démocratie, des pôles publics doivent être constitués dans ces filières stratégiques pour entraîner des politiques structurantes d'investissements et de développement.

Une attention particulière doit être portée aux nœuds technologiques qui conditionnent l'avenir des activités industrielles : des biotechnologies aux nanotechnologies en passant par les nouveaux matériaux, les technologies énergétiques etc. Plus généralement, les relations donneur d'ordres/sous-traitants doivent être profondément transformées dans un sens de coopération en rupture avec les relations actuelles fondées sur la brutalité des rapports de force.

LA DIMENSION EUROPÉENNE

Elle est d'une importance primordiale. Il est urgent que la France mène la bataille nécessaire pour que l'Europe se dote d'une politique industrielle répondant à des objectifs de progrès humain et écologique. Le Fonds de développement social européen proposé par le PGE peut devenir un outil de premier plan dans cette perspective. L'Europe est également un niveau d'action pertinent pour faire prévaloir l'introduction de clauses sociales et environnementales dans les échanges internationaux. Cela permettrait de s'opposer aux logiques de moins disant social et environnemental qui constituent le socle des stratégies de délocalisation. ■

Alain Obadia* est responsable du secteur Nouveau mode de développement au PCF.

RÉPONDRE AUX BESOINS HUMAINS EN EUROPE

Réindustrialiser, relocaliser, créer des emplois industriels implique de combattre le cancer financier qui détruit nos entreprises et nos emplois.

PAR JACKY HÉNIN*

L'industrie européenne vit l'échec de la stratégie de Lisbonne. L'Union européenne, à l'exception de quelques niches ou pays, se désindustrialise alors que l'industrie des pays émergents monte d'une manière accélérée en puissance et en gammes. C'est la Chine populaire et non l'Europe qui met en œuvre les objectifs de la Stratégie de Lisbonne.

Les grands groupes industriels ne daignent conserver un outil de production et de recherche en Europe qu'aux termes d'audits financiers très poussés et d'une très forte pression sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi. En 1980 sur les pays de la zone Euro, il fallait dans l'industrie 18.500 personnes pour créer une valeur d'un milliard d'euros de richesse. Aujourd'hui, il suffit de 3.900 salariés pour produire ce même milliard d'euros de richesse. Soit un rapport de 1 à 4,74, la productivité apparente du travail industrielle s'est donc accrue deux fois plus vite que le niveau des salaires et du PIB ! Les salariés n'ont ainsi perçu qu'une infime partie de la richesse produite par ce gigantesque effort de productivité. Par contre, ils ont du assumer une très forte intensification de leur travail et la dégradation de leur protection sociale et contractuelle. L'essentiel de ces gains de productivité ont été gaspillés dans des activités financières et dans des exportations massives de capitaux.

Contrairement aux affirmations du discours politique dominant, jamais le nombre et la qualité des emplois industriels détruits depuis la fin des années 70 n'ont pu être compensés par le développement d'activité de services ou de nouveaux secteurs industriels. Plus un pays est désindustrialisé, plus les inégalités sociales s'accroissent et plus le salaire médian est faible.

UN VÉRITABLE CANCER FINANCIER

Les entreprises industrielles sont rongées par un véritable cancer financier. Elles subissent la loi des prédateurs que sont les différents fonds financiers, avec

en particulier les "Private equity" et leur "LBO". La responsabilité des banques et des institutions financières est accablante. Le poids de la finance dans la gestion des entreprises et les choix stratégiques y compris celui de délocaliser, est déterminant.

Réindustrialiser, relocaliser, créer des emplois industriels implique de combattre le cancer financier qui détruit nos entreprises et nos emplois. Ce combat passe par une réquisition publique du crédit au service de l'emploi, de la R&D et de l'activité en Europe. Je pense à la mobilisation des fonds de la BEI (Banque européenne d'Investissement), à la mise en place d'un pôle public des banques et du crédit au niveau national et européen, mais aussi des fonds européens d'aide à la réindustrialisation et aux relocalisations, sur la base de crédits sélectifs et de véritables plans de formation.

APPROPRIATION SOCIALE DES MOYENS DE PRODUCTION

Il faut aussi travailler à une appropriation sociale des savoirs faire et des connaissances qui fasse que cela soit les salariés qui soient propriétaires des savoir faire, des brevets, des copyrights, et non les actionnaires

De nouvelles formes d'appropriations sociales des moyens de production et d'échange sont nécessaires pour donner aux salariés, aux élus et aux citoyens de réels pouvoirs d'interventions sur les gestions. Des nationalisations démocratiques devraient déboucher sur des réorganisations de secteurs industriels stratégiques. Par exemple on pourrait créer un pôle public européen de l'Energie et du traitement des déchets. Nous avons besoin de travailler à des planifications démocratiques au niveau régional, national et européen.

Enfin sur le plan international l'Union européenne se doit d'agir afin remettre en cause les règles de l'OMC pour protéger les salariés, les citoyens et les territoires des dumpings salariaux, sanitaires, sociaux, fiscaux, et environnementaux. Afin de casser l'hégémonie du

dollar mortelle pour notre industrie, elle doit soutenir la proposition des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) d'une monnaie commune mondiale

L'industrie est indispensable au développement humain. Sans industrie il n'y aura par exemple ni transition énergétique et ni réponse au vieillissement de la population.

L'industrie est au centre d'un formidable affrontement de classe. Quelles richesses produire ? Pour satisfaire qui et quels besoins ? Produire ce qui demande peu d'investissement et rencontre une forte demande solvable, ou produire et investir pour la réponse aux besoins humains. En clair, l'industrie européenne a-t-elle vocation à enrichir les actionnaires ou à répondre aux besoins de tous.

* Jacky Hénin est député européen communiste.

1) La stratégie de Lisbonne avait l'ambition de « faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010, avec une croissance durable assise sur une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et sur une plus grande cohésion sociale »

2) Aéronautique, machines outils.

3) Essentiellement Allemagne et Tchéquie.

4) En euro constant

5) leveraged buy-out

Réagissez à ce dossier
contactez-nous !
Revue@pcf.fr

Par **GÉRARD STREIFF**

Individu et collectif.

Après avoir valorisé, exalté, magnifié le tout-individu pendant un bon quart de siècle, le balancier idéologique serait-il en train d'amorcer un lent déplacement vers le collectif ?

Des signes divers et convergents, qui relèvent aussi bien du débat politique ou philosophique que de sondages ou de modes publicitaires, tendraient à l'indiquer. Signes encore fragiles. Et puis il ne s'agit certainement pas d'un retour à un modèle ancien mais d'une sorte de rééquilibrage entre individu et collectif.

Ces dernières semaines, une grande banque française a tapissé nos murs, rempli les colonnes de nos journaux de placards publicitaires où s'affichent des collectifs (d'ouvriers, de sportifs ou de fillettes en tutu) avec ce slogan « Rien n'est plus beau que l'esprit d'équipe ».

Après nous avoir longtemps vanté l'ultra-individuel, le chacun-pour-soi, le « perso », la finance trouverait que le « commun », l'« ensemble », ça se vendrait mieux ? C'est nouveau. En tout cas, pour qu'un banquier parie sur « l'esprit d'équipe », c'est qu'il y a quelque chose dans l'air. Mais quoi ?

UNE CRITIQUE DU TOUT-INDIVIDU

Pourtant, depuis les années 70, la notion de « collectif » n'a cessé de se dévaloriser, de perdre de son attrait. Dans la foulée d'un esprit libertarien issu de 1968, « l'individu » a pris une place dominante, au moment même, paradoxe apparent, où François Mitterrand s'installait au pouvoir. En 1989, la « chute du mur » porte un nouveau coup dur au concept de « collectif », entraînant dans sa débandade les notions d'Etat, de nationalisation, d'impôts, de solidarité, de redistribu-

tion, de vie publique, durablement discréditées. (La seule chose publique restée très à la mode, c'est « la dette »!...). Mais les choses changent. Le tout-individu commence à être montré du doigt. Dans un article énergique, publié le 27 mars dernier dans *Le Monde*, par exemple, le philosophe Tzvetan Todorov, qu'on a connu moins bien inspiré, regrette que « les défenseurs du bien commun paraissent aujourd'hui archaïques » ; il montre comment, en Europe de l'Est, « l'intérêt collectif y est aujourd'hui frappé de suspicion : pour cacher ses turpitudes, le régime précédent l'avait invoqué si souvent que plus personne ne le prend au sérieux, on n'y voit qu'un masque hypocrite. Si le seul moteur du comportement est de toute façon la recherche de profit et la soif de pouvoir, autant cesser de faire semblant et assumer ouvertement la loi de la jungle. » Todorov pointe aussi cette nouvelle droite occidentale, américaine notamment avec le mouvement du « Tea Party », qui est en guerre contre le collectif, l'Etat, l'impôt : « Quiconque s'oppose à cette vision du monde est traité de cryptocommuniste ! » Il se livre à une descente en flèche du « nouveau monstre : un individualisme débridé qui exerce sa domination aux dépens de la société. (...) On passe d'un extrême à l'autre, du tout-Etat totalitaire au tout-individu ultralibéral, d'un régime liberticide à un autre, d'esprit sociocide si l'on peut dire. » Et Todorov termine sa critique en ces termes : « Rien ne nous oblige à nous enfermer dans le choix entre tout-Etat et tout-individu : nous avons besoin de défendre les deux, chacun limitant les abus de l'autre ».

UN DOUBLE LOGICIEL

Ce rééquilibrage individu-collectif est également pointé par Edgar Morin dans son dernier opus, *La voie* (Fayard). Il évoque (p 263) ces « deux plus profondes et complémentaires aspirations humaines » que sont l'autonomie et la communauté. Tout un chapitre de son livre (pp 275-277), consacré à ce qu'il appelle la réforme morale, insiste sur cette dialectique du « je » et du « nous » : « Si on définit le sujet humain comme un être vivant capable de dire « je », autrement dit d'occuper une position qui le met au centre de son monde, il s'avère que chacun de nous porte en lui un principe d'exclusion (personne ne peut dire « je » à ma place). Dans le même temps, le sujet porte en lui un principe d'inclusion qui nous donne la possibilité de nous inclure dans une relation avec autrui, avec les « nôtres » (famille, amis, patrie), et qui apparaît dès la naissance où l'enfant ressent un besoin vital d'attachement. Ce principe est un quasi logiciel d'intégration dans un « nous », et il subordonne le sujet, parfois jusqu'au sacrifice de sa vie. L'être humain est caractérisé par ce double principe, un quasi double logiciel : l'un pousse à l'égocentrisme, à sacrifier les autres à soi ; l'autre pousse à l'altruisme, à l'amitié, à l'amour... Tout, dans notre civilisation, tend à favoriser le logiciel égocentrique. Le logiciel altruiste et solidaire est partout présent, mais inhibé et dormant. Il peut se réveiller. C'est donc ce logiciel qui doit être stimulé. »

En conclusion, il note encore : « En vertu de la trinité humaine : individu / société / espèce, il faut concevoir une éthique en trois directions », à savoir l'éthique individuelle, l'éthique civique et l'éthique du genre humain.

Quoi de neuf ?



19

LES ENQUÊTES

La SOFRES depuis 1990 décrypte « les valeurs des Français » en testant (tous les deux ans) auprès d'un vaste public des mots clés. Après une période marquée par le repli sur soi (2006), puis la « bunkérisation » (2008), l'agence parle aujourd'hui de « Français qui font avec (la crise), avec la situation, avec eux-mêmes, avec les autres... Et ce pour recréer du lien, s'adapter, inventer, innover ». Dans sa dernière livraison, celle de 2010, la SOFRES observe : « Ayant survécu à la crise, les Français (...) se réorientent vers des valeurs plus positives, plus collectives ».

Plus exactement encore, elle pointe « une double dynamique qui se décline tant sur le plan personnel que social voire sociétal ». D'un côté, une prise en charge individuelle (débrouillardise, etc.). De l'autre, ce qu'elle appelle la reliance (terme utilisé souvent par Edgar Morin) ou l'envie de lien social avec l'autre. Pour l'agence, « cette ouverture sur soi et aux autres est perceptible dans un attachement renforcé aux valeurs de « sociabilité », « vertus sociales » ou d'« effervescence » au détriment de « conflit », de la « volonté de puissance » ou du « repli », du détachement. L'engoue-

ment croissant pour les réseaux sociaux, les apéros géants, la fête des voisins, ou bien encore les achats groupés en témoignent ».

Derniers exemples de ce nouvel air du temps : à Cannes s'est tenu en avril le MIPTV, le marché des (futurs) programmes télévisuels. Selon un expert *Le Monde* (6/4) : « Désormais la nouvelle tendance du petit écran, c'est la survie et l'entraide » ; au même moment sort en librairie le dernier essai de l'américain Jeremy Rifkin, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise. Civilisation de l'empathie* (Editions Les liens qui libèrent) où il montre qu'« avec la mondialisation émergent aussi des sentiments altruistes, généreux ».

LIBRE DÉVELOPPEMENT DE CHACUN

Sur le rapport individu/collectif, on pourra lire avec profit l'intervention de Dominique Belougne, secrétaire d'Espaces Marx Aquitaine aux rencontres « Actualités de la pensée de Marx », Sciences Po-Bordeaux, 2008. Il y rend hommage à trois philosophes : Lucien Sève et son *Penser Marx aujourd'hui* (La Dispute) ; Arnaud Spire et *Marx cet inconnu* (Desclée de Brouwer) ; et Jean-Louis Sagot-Duvauroux, *Emancipation* (La dispute).

Extraits : « C'est de la conception égocentrique de l'individualité bourgeoise que Marx propose de se débarrasser, pour partager enfin entre tous les membres de la société l'individualité universelle qui leur fait défaut. Priorité au libre développement de chacun. Le chapitre II du *Manifeste* se conclut sur une pétition de principe. L'individu que doit faire surgir le communisme dans son mouvement y est évoqué en ces termes : **À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.** De nombreux marxologues, influencés par la caricature dominante du marxisme privilégiant le « collectif » ont lu cette phrase à l'envers : le libre développement de tous est la condition du libre développement de chacun. C'est ainsi que – dérive des pays socialistes européens aidant – s'est répandue l'idée fausement attribuée à Marx que l'objectif d'un révolutionnaire serait d'abord de faire la révolution et qu'ensuite seulement il s'occuperait de l'épanouissement individuel de lui-même et d'autrui. » (Voir le site d'Espacesmarxbordeaux.) ■

Retraite à 60 ans : réaliste ou non ?

La Sofres a testé le programme du PS, les 30 propositions avancées par Martine Aubry. Parmi celles-ci figure le projet de rétablir l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans. Il est intéressant de voir comment cette idée a été accueillie par l'opinion. Trois réponses étaient possibles :

1 = c'est une proposition que j'approuve et qui me semble réaliste ;

2 = c'est une proposition que j'approuve et qui ne me semble pas réaliste ;

3 = c'est une proposition que je désapprouve.

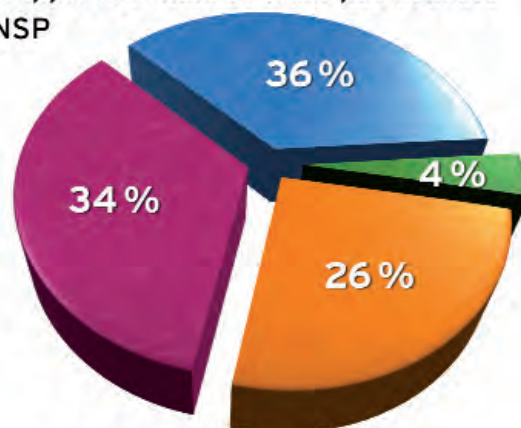
On ne discutera ici ni de l'intitulé des questions (il y aurait pourtant de quoi faire) ni de la détermination socialiste. On se bornera à pointer l'état de l'opinion.

Si l'on prend l'ensemble des Français, on voit trois blocs d'importance à peu près égales. 26 % désapprouvent, 36 % sont pour mais jugent l'idée non réaliste ; 34 % approuvent. On voit à la fois que l'idée de retraite à 60 ans dans l'opinion est largement majoritaire, 70% au total, soit les chiffres publiés lors du mouvement de 2010. En même temps, le doute sur le « réalisme » de la suggestion a grandi, fruit du pilonnage idéologique du pouvoir.

Les chiffres pour les sondés sympathisants socialistes sont : 14% désapprouvent, 39% apprécient mais doutent, 46% approuvent, soit un électorat très majoritairement favorable à l'idée mais seule une minorité (très forte) croit possible ce rétablissement.

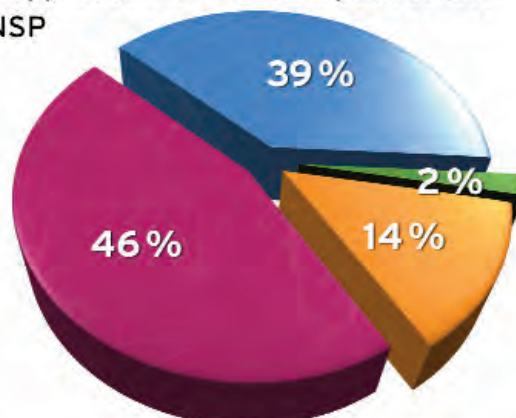
L'OPINION ET LE RETOUR DE LA RETRAITE À 60 ANS

- Je désapprouve
- J'approuve, c'est réaliste
- J'approuve mais ce n'est pas réaliste
- NSP



L'ÉLECTORAT SOCIALISTE ET LE RETOUR DE LA RETRAITE À 60 ANS

- Je désapprouve
- J'approuve, c'est réaliste
- J'approuve mais ce n'est pas réaliste
- NSP





Fin de l'histoire : place au capitalisme sans rivages, porteur de paix, de progrès et d'harmonie ! Voici ce qu'on serinait jadis. Vingt ans plus tard, la réalité a percuté ces dogmes frontalement. La paix ? Depuis le 11 septembre, il en est toujours moins question (Afghanistan, Libye...). Le progrès et l'harmonie ? Le capitalisme a renoué avec ses crises systémiques et la misère qu'elles génèrent.

Analyse de ces dynamiques et écho des luttes pour dépasser ce système à bout de souffle : voici ce que donnent à voir, ce mois-ci, les notes ici rassemblées.

ÉCOLE

LA RENTRÉE SCOLAIRE, LA CRISE ET LES ÉLECTIONS

Les conflits sur l'école sont aussi des conflits sur les moyens de sortir de la crise et le type de société que nous voulons construire.

Dans le contexte de la crise du capitalisme, les luttes contre la casse de l'éducation nationale prennent une portée nouvelle : réformer l'éducation, c'est configurer le salariat de demain et tracer l'avenir de notre économie et de notre société.

L'ÉCOLE ET LA CRISE DU CAPITALISME

La réponse de la droite à la crise se décline autour de trois axes :

- la réduction des dépenses publiques : poursuite des suppressions de postes dans l'éducation nationale et transfert des dépenses vers les familles et les collectivités locales ;
- l'asservissement de la production et de la diffusion des savoirs aux intérêts du patronat : casse de la formation professionnelle, autonomie des établissements pour donner plus de pouvoir aux financeurs privés...
- la division du salariat : l'individualisation des formations, la casse des diplômes nationaux, et la construction d'une école à plusieurs vitesses visent à former des salariés isolés, sans culture ni qualification commune.

Au contraire, de plus en plus d'économistes progressistes affirment que la sortie de crise passe par un accroissement des dépenses publiques pour les services publics et l'emploi¹. Les dépenses de formation contribuent notamment à développer l'emploi qualifié. Mieux, elles peuvent permettre de former des salariés émancipés : unis par une culture commune et capables de maîtriser leurs choix individuels et les choix collectifs. Notre réponse à la crise, c'est donc la transformation de l'école pour permettre une élévation générale du niveau des savoirs dans la société².

LES GRANDS AXES DU DÉBAT À GAUCHE

À la veille des élections de 2012, la résistance au projet de la droite est très forte³. Les propositions des syndicats, des associations et des chercheurs⁴ convergent largement. Mais la traduction politique fait défaut : la gauche ne porte pas le projet de transformation de l'école dont la société a besoin.

TOUS CAPABLES OU PAS ?

Une grande partie de la gauche a repris à son compte l'idéologie des dons et part du principe que tous les enfants n'auraient pas les mêmes dispositions pour proposer une école différenciée. Le PS défend la distinction entre un socle commun minimal enseigné à tous et des programmes réservés à quelques uns. Le PG ne souhaite pas inscrire la relance du collège unique dans le programme partagé. Au contraire, parce que tous les élèves sont capables d'apprendre⁵, nous défendons la proposition d'une école commune, donnant à tous le droit d'accéder à des savoirs émancipateurs. C'est une proposition de progrès, c'est aussi une condition du rassemblement pour changer l'école.

AUTONOMIE DES ÉTABLISSEMENTS OU SERVICE PUBLIC NATIONAL ?

Toute la gauche s'accorde à défendre le service public d'éducation nationale, seul à même d'assurer un même accès à l'éducation sur tout le territoire et quel que soit le milieu social. Cependant, le PS défend dans le même temps l'autonomie des établissements⁶ ! De nombreuses collectivités locales de gauche, pour pallier le désinvestissement de l'État, développent des politiques locales d'éducation (contrats d'éducation, soutien scolaire, voire ouverture d'écoles privées financées par les municipalités⁷), contribuant ainsi à l'aggravation des inégalités territoriales et à la casse du service public national. Les partis du Front de gauche et leurs élus se battent résolument contre ces logiques de dénationalisation.

LE MÉTIER D'ENSEIGNANT ?

Pour les partis du Front de gauche, la revalorisation du métier d'enseignant passe par la création des postes supprimés, la création de postes sous statut de la fonction publique d'État, le rattrapage des salaires et le développement d'une formation initiale et continue qui permette aux enseignants de retrouver la maîtrise de leur métier. Le Parti Socialiste au contraire adhère à la politique de réduction des dépenses publiques : il ne propose pas de revenir sur les suppressions de postes et n'envisage de revaloriser les salaires qu'au prix d'une remise en cause du statut des enseignants et des personnels. Il est urgent de mener ces débats le plus largement possible, avec tous les acteurs de l'éducation pour faire bouger les positions à gauche et imposer les transformations nécessaires.

**DES CAMPAGNES DE PROPOSITION
ET D'ACTION DU RÉSEAU ÉCOLE**

Dans cette perspective, le réseau école propose des campagnes de proposition et d'action pour rassembler ceux qui résistent dans l'élaboration d'un projet transformateur pour l'école :

Défendre le service public national avec les élus locaux. Nous pouvons nous appuyer sur nos élus pour alerter la population sur les conséquences du désengagement de l'État. Utilisons les compétences des collectivités locales (infrastructures, cartes des formations) pour mettre l'État face à ses responsabilités, en résistant à la logique de dénationalisation de l'éducation.

Mener le débat sur l'école avec les familles des quartiers populaires. Dans les quartiers, des parents s'organisent pour reprendre la main sur l'avenir de leurs enfants. En lançant un *Appel des familles des quartiers populaires pour l'école*, nous voulons amplifier leur voix et donner une traduction politique à leurs exigences.

Défendre et transformer l'école maternelle. Nous lançons une campagne pour l'ouverture de classes de maternelle et le droit à la scolarité dès 2 ans.

Il s'agit à la fois de constituer un front de lutte, de gagner dès maintenant et de mettre en débat nos propositions pour la transformation de l'école⁸. ■

MARINE ROUSSILLON

responsable du réseau école
(réseau.ecole-pcf@orange.fr)

1) Voir le *Manifeste des économistes atterrés* : <http://atterres.org/?q=node/1>

2) Sur le détail de nos propositions, voir *La Revue du Projet*, n°3 : <http://projet.pcf.fr/5660>

3) En juillet 2011, l'école est la première préoccupation des Français devant l'emploi : <http://www.pcf.fr/10964>

4) Voir par exemple *L'Appel des 50 chercheurs aux partis de gauche* : <http://www.democratisation-scolaire.fr/spip.php?article85>

5) Cette affirmation a longtemps été un principe progressiste, c'est aujourd'hui un constat scientifiquement prouvé.

6) Voir l'analyse des propositions socialistes sur l'école dans *La Revue du Projet*, n°8 : <http://projet.pcf.fr/9743> et dans la *Lettre du réseau école*, juin 2011.

7) Voir : <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article4894>

8) La *Lettre du réseau école* de septembre 2011 est consacrée à la maternelle.

ÉCONOMIE**À PROPOS DE LA DETTE
PUBLIQUE**

Sans une tout autre politique on ne règlera pas le problème de la dette.

En France, de 21,2% du PIB en 1978, elle passe à 36% en 1983, pour bondir à 60% en 1998, 63,3% du PIB en 2003, 79% en 2009, puis 82,3% en 2010, soit 1591,2 milliards d'euros. La seule dette de l'État, qui était de 44 milliards d'euros en 1978, a été multipliée par 25 depuis, pour atteindre 1101 milliards d'euros fin 2009. Avec 50 milliards d'euro, la charge d'intérêts de la dette est devenue le troisième poste de dépense du budget. Tous les pays avancés ont connu le même phénomène avec le passage du financement des dépenses publiques par la création monétaire de la Banque centrale à leur financement par le marché financier. A partir des années 1980, les pays européens, France en tête, se lancent dans un vaste effort d'internationalisation de leur dette publique en vue de constituer un marché financier unique susceptible, avec l'euro, de rivaliser avec Wall-Street dans l'attraction des capitaux mondiaux. Simultanément, la baisse des taux d'intérêt liée à la marche en avant vers l'euro a favorisé un très important endettement, notamment en Europe du sud, servant surtout à la croissance financière et à la spéculation. Les dettes publiques augmentent brutalement en 2008-2009 avec l'intervention massive des États face à l'explosion de l'excès d'endettement privé accumulé depuis des années. L'endettement public a pris ainsi le relai de l'endettement privé pour continuer de soutenir l'accumulation capitaliste. Tout cet argent public a été accordé sans aucun changement des critères du crédit et sans contrepartie en emplois, formations, salaires exigées sur les aides. Pour contrer cette évolution, il aurait fallu, outre la recherche d'une plus grande efficacité sociale de la dépense, augmenter les prélèvements obligatoires¹. Or, les gouvernements successifs n'ont cessé de multiplier les cadeaux fiscaux au profit des entreprises, au nom de la compétitivité, et des grandes fortunes, sous prétexte qu'elles ne soient pas délocalisées.

LE RÔLE DE L'EURO

L'euro a facilité un fort endettement des États membres en retard de développement, qui ont pu ainsi bénéficier de taux

d'intérêt très abaissés. Mais cet argent emprunté, au lieu de servir à développer les capacités humaines, a servi à la croissance financière des capitaux et à la spéculation, immobilière notamment, sans parler des exportations de capitaux et délocalisations. Simultanément, les services publics végétaient et les dépenses d'armement et de soutien aux capitaux financiers s'envolaient. D'où une croissance réelle insuffisante, pauvre en emplois, très déséquilibrée et qui s'est effondrée quand cette "bulle" a éclaté.

Les réponses d'ampleur apportées demeurent insuffisantes et, surtout, très contradictoires, cherchant, avant tout, à rassurer et encourager les créanciers en continuant de lever d'énormes fonds sur les marchés, avec, en contrepoint, l'écrasement des dépenses salariales et sociales et des services publics. Elles cassent donc la croissance et l'emploi et rendent encore plus improbables les remboursements. D'où la poursuite de la spéculation contre les pays concernés, dont le défaut de paiement est anticipé, mais aussi contre tout le système de l'euro, avec les risques d'une contagion.

QUELLE AUTRE POLITIQUE ?

La dette n'est pas mauvaise en soi. Il y a de bonnes et de mauvaises dettes. Tout dépend de l'utilisation que l'on fait de l'argent emprunté. S'il est utilisé pour accroître les richesses réelles, par exemple (en dépenses courantes et en investissements) pour la santé, l'éducation, la recherche, le logement social, la sécurisation de l'emploi, de la formation et des salaires, l'environnement, cela fait de la croissance durable et saine. Celle-ci va alors entraîner un accroissement des recettes publiques (impôts et cotisations sociales), ce qui permettra de rembourser l'argent emprunté. Par contre, si l'argent emprunté sert à spéculer sur les marchés boursiers et immobiliers, à délocaliser, à détruire des emplois, à déqualifier et à tirer les salaires vers le bas, cela freine la croissance, raréfie les recettes, ce qui creuse les déficits et les dettes. La dette constitue un problème, d'autant qu'aujourd'hui elle est détenue à 70% par des non-résidents, allemands surtout.

Au lieu d'aller chercher l'argent sur les marchés financiers on peut augmenter et rendre plus efficaces les prélèvements obligatoires. Il faut une réforme de la fiscalité, non seulement pour accroître les recettes des impôts et faire reculer les inégalités mais aussi pour pénaliser la

croissance financière des capitaux, la recherche de l'argent pour l'argent, les délocalisations et, au contraire, encourager les comportements favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles. Il faut aussi de nouvelles ressources immédiatement pour la protection sociale. On peut utiliser autrement l'argent des prélèvements obligatoires avec un contrôle et une évaluation publique et sociale de la dépense et de la dette publiques, au lieu d'un rationnement systématique par la RGPP. Il faut non pas baisser les "charges sociales", mais pérenniser un financement efficace de la protection sociale et baisser les charges financières des entreprises (intérêts payés sur les crédits). Une réforme du calcul des cotisations sociales patronales est nécessaire pour accroître durablement leurs recettes en les rendant incitatives à l'emploi en quantité et qualité. Il faut en finir avec les gâchis de crédit pour la spéculation, les exportations de capitaux des grands groupes, et avec le rationnement imposé aux PME. Un Pôle financier public, avec des banques régionalisées, un Fonds national et régionalisé de sécurisation de l'emploi et de la formation développeront un nouveau crédit sélectif, pour les investissements matériels et de recherche des entreprises, qui serait d'autant plus avantageux, avec un taux d'intérêt pouvant devenir nul, voire négatif, que ces derniers programmeraient plus d'emplois et de formations. On peut faire appel à la création monétaire de la BCE, c'est ce que font aujourd'hui la FED et la Banque d'Angleterre, à la différence de la BCE.

DANS L'IMMÉDIAT

La mise en place d'une taxe Tobin sur les transactions financières est plus nécessaire que jamais. En même temps, il faudrait mettre à contribution, par un prélèvement spécifique, les banques, les sociétés d'assurances, les OPCVM et tous les fonds spéculatifs, dans chaque pays et à l'échelle de l'Europe. Les fonds publics ainsi collectés devront être affectés à une réduction de la dette publique grecque. En même temps il faut refuser tout plan d'austérité en France et en Europe et, au contraire, augmenter les dépenses pour les services publics, et solliciter pour cela, lors du refinancement des dettes, la création monétaire de la BCE. Sortir de l'euro ferait redoubler les difficultés et la spéculation, exacerberait les rivalités entre Européens et, au total, consoliderait la domination mondiale

du dollar. Surtout, cela reviendrait à se priver de la force d'une création monétaire commune à l'échelle européenne et, alors, à se contenter de conditions de financement qui seraient très limitées, à l'heure de la mondialisation, par rapport à des pays-continentaux comme les États-Unis ou la Chine. Le bond en avant dans le fédéralisme européen, avec notamment l'émission d'euro-obligations (sur les marchés financiers), ne contribuerait qu'à éloigner encore plus les centres de pouvoir des salariés, des peuples et de leurs élus, pour les concentrer au service de la domination des marchés.

UN FONDS SOCIAL ET SOLIDAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT EUROPÉEN

Le PCF, dans le Front de gauche, et le Parti de la gauche européenne (PGE) proposent de construire un Fonds social et solidaire pour le développement européen. Seraient ainsi émis des titres nationaux de dette publique rachetés par la BCE à un taux d'intérêt nul dont les recettes alimenteraient ce nouveau Fonds. Celui-ci serait chargé de les répartir, démocratiquement, entre chaque pays, selon leurs besoins respectifs, dans le but, expressément, de développer leurs services publics et leur potentiel de croissance sociale nouvelle, en coopération, au lieu d'une création monétaire inflationniste. La dénonciation du pacte de stabilité, le rejet déterminé du pacte de l'euro +, marcheraient de pair avec le lancement d'un nouveau pacte de progrès. Il s'agirait, inséparablement, de réorienter la politique monétaire de la BCE dont le contrôle devrait être assuré par les parlements européen et nationaux.

Il faut en finir avec la dictature des agences de notation privées pour le compte des marchés financiers et la spéculation. L'Europe peut jouer un rôle majeur dans ce sens, en se tournant vers les besoins de développement du monde arabe en révolution et de l'Afrique sub-Sahara avec un nouveau plan de type Marshall sans domination et en se rapprochant des pays émergents pour faire reculer le rôle du dollar et aller vers la création d'une monnaie commune mondiale de coopération, à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, comme l'envisagent désormais explicitement la Chine, la Russie, la CNUCED. ■

YVES DIMICOLI

responsable du secteur économie du PCF

INTERNATIONAL

PALESTINE

La reconnaissance de l'Etat, la relance d'un vrai processus de paix

Le 20 septembre, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, l'Autorité palestinienne, transmettra au Secrétaire général une demande de siège d'Etat membre de plein droit. L'aboutissement de cette initiative majeure dépendra des votes de l'Assemblée générale et du Conseil de Sécurité.

UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

À la mort du processus d'Oslo a succédé depuis le début des années 2000 une situation de blocage politique total, d'accélération de la colonisation dans une violence militaire israélienne rarement égalée, avec une extrême droite qui domine les orientations gouvernementales israéliennes. Un succès de la démarche palestinienne serait une mise en cause directe de cette intolérable situation, un rappel au respect du droit et à l'exigence d'un règlement politique. Il est donc décisif que la France et ses partenaires de l'UE s'engagent dès maintenant à reconnaître l'Etat de Palestine et à soutenir la démarche palestinienne à l'ONU. Le but d'une reconnaissance internationale de l'Etat de Palestine n'est pas de pousser Israéliens et Palestiniens à dialoguer entre eux. C'est pourtant ce que répètent inlassablement les autorités en France, en Europe, aux États-Unis. Ce qui doit s'imposer politiquement, et du point de vue du droit c'est un processus politique multilatéral. Construire une paix durable dans la justice au Proche-Orient et faire appliquer des dispositions reconnues comme un droit international commun, c'est, en effet, d'abord une responsabilité collective.

DES SANCTIONS

Ressasser l'idée du dialogue bilatéral et en rester là c'est vouloir laisser le plus puissant, Israël, à l'écart de toute pression extérieure. Alors que c'est précisément l'inverse qu'il faut obtenir. Politiquement mais aussi très concrètement par des sanctions par exemple la suspension de l'accord d'association UE/Israël, ou l'arrêt immédiat de toute vente ou coopération portant sur les armements. Une politique de la contrainte – appelons-la comme ça – c'est aussi le boycott des produits des



colonies et de ce qui nourrit la colonisation puisque le cœur du problème politique est là. C'est encore les désinvestissements concernant les projets (comme le tramway de Jérusalem) qui aident à la colonisation.

L'UNITÉ PALESTINIENNE

Enfin, une autre condition paraît incontournable : l'unité palestinienne. Cette unité dépend des Palestiniens eux-mêmes – le Fatah et le Hamas – mais aussi du contexte que l'Europe, les Etats-Unis et d'autres devraient créer pour favoriser un climat favorable à une solution véritable : l'édification d'un Etat palestinien indépendant, à côté de l'Etat d'Israël, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, avec le respect du principe du droit au retour pour les réfugiés et la libération de tous les prisonniers. Cela signifie le démantèlement des colonies et du mur d'annexion ainsi que la fin du blocus de Gaza. Le défi est considérable. Mais comment construire autrement une souveraineté étatique palestinienne ?

MARQUER NOTRE SOLIDARITÉ

Les autorités israéliennes s'y opposent frontalement, multiplient les préparatifs militaires, menacent de rompre les relations économiques et sécuritaires avec les Palestiniens et d'abroger les Accords d'Oslo. Mais Netanyahu et son gouvernement s'inquiètent, et d'autant plus que le mouvement social des indignés israéliens, soutenu par 80% de l'opinion mais aussi par le PCI et d'autres progressistes et anticolonialistes, pourrait affaiblir un consensus politique israélien aujourd'hui en question. En tous les cas la situation est plus ouverte aujourd'hui.

Les autorités françaises n'ont pas encore annoncé ce qu'elles feront à l'ONU. Elles en appellent à l'unité des « 27 » alors que les pays de l'UE sont justement très divisés. Raison de plus

pour marquer avec force notre solidarité et notre volonté d'obtenir une reconnaissance française et internationale de la Palestine. Quelque chose d'important peut se passer aux Nations Unies en septembre. C'est une bataille à mener. ■

Signez, diffusez et faites signer la pétition internationale Avaaz sur le site:
www.avaaz.org/fr/middle_east_peace_now_fr

JACQUES FATH

AGRICULTURE

CONSTRUIRE LA POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EUROPÉENNE DU 21^e SIÈCLE¹

L'agriculture est aujourd'hui en crise, minée par le capitalisme. Alors que la production agricole pourrait nourrir le monde, plus d'une personne sur sept souffre de la faim. Partout, le productivisme et la libre concurrence ont dévasté nos campagnes. Spéculation, accaparement des terres, dumping, il est temps de stopper ce gâchis !

En Europe, pour « rester compétitif », réformes après réformes, la préférence communautaire a été sacrifiée, la régulation des prix et des marchés abandonnée. Crises après crises la Politique Agricole Commune (PAC) a favorisé l'élimination des exploitations familiales, tout en concentrant les outils de production au profit des géants de l'agro-alimentaire et de la grande distribution et aux dépens de la santé publique et du consommateur. Quand aux exploitations qui subsistent elles peinent à défendre leurs revenus, au détriment de la qualité de travail et de la vie des familles. À l'ouverture de la rencontre ministérielle du

G20 Agricole à Paris, le Parti de la Gauche Européenne a pris position.

L'ALIMENTATION, UN BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

Il s'engage à faire de l'alimentation un bien commun de l'humanité. La conquête de ce droit fondamental à chaque être humain impose un nouveau mode de développement de la planète en rupture avec les marchés spéculatifs. Les terres agricoles devraient être consacrées à la production alimentaire pour nourrir les peuples. Cela implique que l'agriculture et l'alimentation soient extirpées des logiques néolibérales actuelles de l'OMC, du FMI, de la banque mondiale et du traité de Lisbonne. Nous proposons une nouvelle organisation internationale dans le cadre des Nations Unies. Nous soutenons la réforme du Comité de la sécurité alimentaire de la FAO, qui associe de manière inédite les Etats, les institutions internationales et la société civile. Nous pensons que le CSA est aujourd'hui l'instance légitime de l'expression démocratique des peuples, et pourrait être l'institution arbitrale des politiques publiques agricoles et alimentaires.

DES MESURES CONCRÈTES EN EUROPE

Nous proposons que l'Union Européenne soit porteuse de mesures concrètes, pour agir dès maintenant.

Instaurer une clause de sauvegarde internationale lorsque les terres, les eaux (pêche) d'un pays sont menacées de spéculation et de détournement de production vivrière.

Mettre en place des outils de régulation des marchés agricoles, de stocks régulateurs et de mesures contre la spéculation. Un premier pas pourrait être la création d'une convention internationale sur la non spéculation des biens alimentaires.

Relégitimer les taxes sur les importations et exportations déstabilisant les marchés locaux, afin de financer la relocalisation de productions.

Arrêter de soutenir la production et l'importation d'agrocarburants.

LA NOUVELLE PAC 2014 – 2020

Alors que la nouvelle PAC 2014 – 2020 est en cours de définition, le PGE propose de lui assigner une nouvelle ambition, de nouvelles orientations pour les prochaines décennies : fondamentalement elle doit garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire de ses peuples. Face au défi alimentaire, la production

européenne agricole doit être soutenue par de nouvelles politiques publiques répondant aux besoins humains, garantissant une alimentation de qualité, nutritive et gustative à tous.

Vivre dignement de son travail est une exigence sociale légitime. Une juste rémunération du travail paysan et des salariés agricoles est la condition du développement de l'emploi agricole. Cela impose de garantir des prix rémunérateurs, de planifier la production, de réguler les marchés, préserver les terres agricoles, de soutenir les exploitations et filières les plus fragiles. Empêtrée dans le productivisme, l'Europe agricole doit sortir par le haut et initier un mode de développement plus écologique, d'exploitations plus autonomes agro économiquement. L'agriculture paysanne répond à ces objectifs. L'Europe doit orienter prioritairement ses aides dans cette direction et interdire la culture et l'usage des OGM.

DES MESURES IMMÉDIATES DANS LA CONSTRUCTION DE LA FUTURE POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EUROPÉENNE (P.A.A.E).

- L'application de la préférence communautaire et la suspension des accords bilatéraux de libre échange négociés par l'Union Européenne (Mecosur).
 - L'affirmation de la souveraineté alimentaire par la constitution de stocks européens de sécurité.
 - La mise en place d'outils économiques encadrant les marges et pratiques des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution.
 - Dans l'urgence, face à la sécheresse qui frappe l'Europe, nous demandons le déblocage de fonds européens pour venir en aide aux producteurs. Face au risque climatique, nous proposons que l'Europe s'engage dans un outil de protection des activités du vivant que sont la terre, la mer et la forêt
- Dans l'urgence, suite aux événements de la « crise de la bactérie ECEH », de la décision de l'Allemagne de suspendre les importations de fruits et légumes espagnols, causant de sérieuses pertes économiques pour les agricultures, travailleurs agricoles et de l'industrie, il est nécessaire de renforcer les mécanismes de contrôle de l'agence européenne de sécurité alimentaire pour que ces incidents ne se reproduisent pas au sein de l'UE.

La Gauche doit être audacieuse sur le champ des politiques publiques agricoles et alimentaires. Avec responsabi-

lité, le PGE propose aux peuples européens, aux forces citoyennes et sociales d'en être les acteurs. Nous ferons valoir ces orientations dans les institutions, notamment avec nos élus au sein du Parlement européen. Le PGE entend œuvrer à construire en Europe des majorités politiques, déterminées à relever ce défi premier de l'humanité à se nourrir.

1) Déclaration validée par l'exécutif PGE de juillet, support pour l'atelier "le marché de la faim" lors de l'université du PCE ■

XAVIER COMPAIN
responsable secteur agriculture

INTERNATIONAL

10 ANS APRÈS, QUE RESTE-T-IL DU 11 SEPTEMBRE ?

Avec près de 3000 victimes, et la puissance des images aidant, le 11 septembre, pour beaucoup, marqua un basculement de l'histoire et le début du 21^e siècle.

Ce fut un événement dans le nouveau siècle alors que la rupture historique a déjà eu lieu avec la chute du mur, la fin de l'antagonisme politico-militaire Est/Ouest, l'extension du néolibéralisme à l'ensemble de la planète.

UN SYSTÈME EN CRISE

Quelle interprétation donner à ce 11 septembre et à la guerre contre le terrorisme qui suivit ? Le terrorisme, qualifié le plus souvent de menace irréductible pour les « démocraties occidentales », est une forme spécifique de la violence politique. C'est un produit d'un système en crise, d'humiliations durables, de désespérances et de fanatismes, de stratégies de domination de plus en plus rejetées par des peuples. Le caractère totalement condamnable de cette violence – cela ne souffre d'aucune ambiguïté pour le PCF – ne doit pas permettre qu'on en passe sous silence les causes profondes qui mériteraient une vraie analyse.

Le 11 septembre, mais aussi l'instrumentalisation du terrorisme à des fins politico-stratégiques par les Etats-Unis et les puissances occidentales, posent en réalité cette grande question de l'ordre international et social que l'on veut dans un monde en pleine mutation. Choisir « la guerre contre le terrorisme » permet d'écarter toute question sur la crise systémique du capitalisme, sur les intérêts de puissance qui s'y expri-

ment, sur les droits des peuples, sur les conditions d'une vraie sécurité internationale. On comprend bien que cette « guerre » est d'abord une construction idéologique. Elle ne peut d'ailleurs être gagnée par personne et le fiasco de deux guerres déclenchées du fait du 11 septembre (en Afghanistan et en Irak) met en évidence que l'usage de la force – interdit par la Charte de l'ONU – fondamentalement, ne peut rien régler. Il aggrave les crises et les conflits dans des pays déjà affaiblis ou brisés par le sous-développement et la pauvreté.

UN HÉRITAGE LOURD

Avec la chute du mur, le capitalisme a perdu un adversaire antagonique extérieur. Il est devant ses contradictions internes. Le système a besoin d'obtenir un détournement de sa mise en accusation sur un adversaire à la fois extérieur et criminalisable. Le 11 septembre apporta la réponse. Ce fut le moyen pour George Bush de la mise en cohérence d'une stratégie fondée sur la guerre permanente et la politique de force. Une stratégie dont la vocation était de réaffirmer une hégémonie américaine dans un monde en crise, instable et incertain. Barak Obama s'est fait élire notamment sur l'échec et le rejet de cette politique totalement en contradiction avec la complexité d'un monde dans lequel aucun pays à lui seul ne peut imposer ses volontés et dans lequel monte l'exigence de solutions véritables à la crise. Faute de réponse à cette exigence, il est lui-même aujourd'hui en sérieuse difficulté. Les soulèvements et les révolutions du monde arabe confirment que la courte période ouverte par le 11 septembre est politiquement close. Mais l'héritage est lourd : deux guerres néo-impériales, une militarisation des relations internationales, un recul des valeurs et des libertés, une montée de l'islamophobie, une guerre idéologique fondée notamment sur la dangereuse thèse du choc des civilisations...

Aujourd'hui, cependant, les peuples commencent à prendre l'initiative. Et pas seulement dans le monde arabe. La mouvance de l'islamisme politique reste prégnante mais elle n'a pas joué de rôle essentiel dans les mobilisations populaires. C'est en quelque sorte un retour au monde réel, le monde des aspirations humaines, de la confrontation de classes, des batailles pour le changement politique. L'histoire continue. ■

JACQUES FATH
responsable des relations internationales

Par **ALAIN VERMEERSCH**

La règle d'or : un carcan contre la démocratie

Le plan d'austérité a dominé les médias durant les deux mois des vacances d'été. Avec ce mot magique « La règle d'or ».

LE PLAN PÉCRESSE ET LES MANŒUVRES DE SARKOZY-COPÉ

Dans *le Figaro* (01/08) Valérie Pécresse expose « Cinq conditions pour désendetter le pays ». Elle prévient « dans les mois qui viennent, tous les candidats à l'élection présidentielle devront aussi dire comment ils entendent concrètement et précisément réduire la dette. » Elle souligne « aucune stratégie de désendettement sérieuse ne pourra s'exonérer des cinq conditions suivantes. La première de ces conditions, c'est de reconnaître que la réduction de la dette passe nécessairement par la réduction des déficits... Notre dette a en effet deux composantes bien différentes. D'une part, une dette de crise, justifiée par les circonstances... L'autre composante de notre dette, de loin la plus importante, est injustifiable. Elle est le fruit de vingt-cinq années de facilité, durant lesquelles les déficits ont été considérés comme un mal nécessaire... Tout candidat qui affirmera vouloir désendetter nos administrations devra donc s'inscrire dans la voie qui ramènera le déficit à 3 % du PIB, puis en deçà de 3 %, pour rompre définitivement avec cette dette héritée du passé. Deuxième condition : cet objectif de 3 % de déficit devra impérativement être atteint d'ici à 2013... Troisième condition : la lutte contre les déficits devra se faire conformément aux règles actuelles du pacte de stabilité et de croissance... Quatrième condition à respecter : continuer à maîtriser les dépenses publiques. Bien sûr, chaque candidat proposera son propre chemin vers les 3 % de déficit... il est faux de prétendre que l'on pourrait à la fois être à 3 % de déficit public et, dans le même temps, augmenter le nombre de fonctionnaires, les dépenses d'assurance-maladie, doubler le budget de tel ou tel ministère ou encore revenir à la retraite à 60 ans. L'impôt ne peut

pas résoudre une telle équation... A ces quatre conditions vient s'en ajouter une cinquième, cruciale pour garantir notre avenir et celui de nos enfants : voter la règle d'or. En exigeant de tous les gouvernements qu'ils s'engagent à revenir à l'équilibre budgétaire et qu'ils expliquent quand et comment, cette règle placera la lutte contre la dette à l'abri des aléas politiques... »

N. Sarkozy a envoyé une lettre aux parlementaires afin de voter cette règle d'or. Dans *La Tribune* (09/08), C. Jay avance « Nicolas Sarkozy décidera à la rentrée s'il convoque ou non le Congrès à Versailles. L'issue sera un enjeu pour la présidentielle. D'ailleurs, la règle d'or s'est déjà largement invitée dans le débat politique. Ainsi les candidats à la primaire socialiste se retrouvent-ils contraints par la crise de la dette de préciser leurs positions respectives, avec pour résultat l'émergence de divergences entre les opposants purs et durs et ceux qui y sont plus ouverts. « Le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, milite pour que le chef de l'Etat convoque le Parlement en Congrès à Versailles. Pour avoir force de loi, ce projet de loi constitutionnelle doit être adopté par les trois cinquièmes des parlementaires réunis en Congrès à Versailles, ce qui suppose l'appoint d'au moins une partie des voix de l'opposition. Or les socialistes ont prévenu qu'ils voteraient contre. » *Le Monde* (02/09). Convoquer le Congrès pour faire adopter une «règle d'or» constitutionnelle de redressement des comptes publics «comporterait un grand risque au regard des marchés financiers», estime Patrick Devedjian. Dans un entretien au *Monde* (03/09), l'ancien ministre UMP de la Relance, voix critique au sein de la majorité, juge qu'il n'est pas nécessaire de pousser Nicolas Sarkozy «au suicide politique».

DES SOCIALISTES DIVISÉS, DES PROPOS CONSENSUELS

Manuel Valls s'est adressé aux candidats des primaires dans *Libération* (21/08) « Avec sa « règle d'or », le président de la République cherche aujourd'hui moins à recadrer les finances publiques qu'à nous tendre un piège sans que l'intérêt de la France y trouve son compte. Pourtant, j'ai déjà eu l'occasion de le dire : je suis favorable au principe d'une « règle d'or ». Sacrifier l'avenir et les nouvelles générations est insupportable. Laisser filer le déficit de la dette, c'est se mettre dans les mains des marchés. Face à l'inquiétude des Français, nous devons formuler nos propositions. Proposons une vraie règle d'or, un engagement contraignant de retour progressif aux équilibres, étalés dans le temps pour ne pas menacer l'activité, mais commençant tout de suite. » Selon *Le Monde* (04/09), les socialistes François Hollande et Ségolène Royal n'ont pas exclu dimanche le principe d'une "règle d'or" constitutionnelle sur l'équilibre budgétaire, mais ont réitéré leur refus de la voter avant le scrutin présidentiel de 2012. « Il vaut mieux faire ça devant les Français après l'élection présidentielle », a déclaré François Hollande, favori des sondages pour la primaire socialiste, invité du Grand Jury *Le Figaro-RTL-LCI*. « Les Français choisiront la trajectoire des finances publiques, les voies et moyens », a-t-il ajouté. Une position partagée par Ségolène Royal, elle aussi candidate à l'investiture PS pour le scrutin de l'an prochain, qui ne s'est pas privée de prendre le contre-pied du PS en déclarant que « la règle d'or est une très bonne règle. Je l'inscrirai dans la Constitution, mais en début de mandat, en 2012 », a-t-elle dit sur *BFM TV* (04/09). Le patron par intérim du Parti socia-

liste Harlem Désir s'est étonné que François Fillon n'ait pas invité le PS dans le cadre de ses consultations sur la "règle d'or", appelant le Premier ministre à faire en sorte que « les droits de l'opposition soient pleinement respectés ». Matignon a annoncé que François Fillon entamerait mercredi 7 septembre ses consultations d'experts et de responsables politiques en vue d'une éventuelle adoption de la "règle d'or" de retour à l'équilibre budgétaire. Pour faire adopter la règle d'or budgétaire, qui fixera dans la Constitution le cheminement vers l'équilibre des finances publiques, par le congrès du Parlement, le gouvernement doit réunir une majorité des 3/5^e, ce qui implique de convaincre des membres de l'opposition de s'y rallier.

Dans une tribune à *Slate.fr* (02/08), H. Védrine propose un plan bipartisan pour redresser la France « dans la grave situation économique et politique de la France (comme de l'Europe, et même de l'Occident), comment nier qu'un accord bipartisan, dans quelques domaines clefs, pour quelques années, à condition d'être loyal, favoriserait énormément le redressement de notre pays... Quel serait le cœur de ce programme? La combinaison de l'exigence de justice sociale et de l'équité fiscale que porte la gauche, avec l'appel au travail à l'effort et à la compétitivité que revendique la droite.. »

DES VOIX S'ÈLÈVENT CONTRE CETTE RÈGLE D'OR

Jacques Sapir *Marianne*2 (03/08) avance « trois arguments : La volonté de mettre les règles économiques hors d'atteinte du pouvoir politique est une constante dans l'histoire politique récente... Rien ne justifie donc une telle mesure, qui n'est qu'un gadget de politicien visant à semer la discorde chez ses principaux adversaires... Ensuite, vouloir limiter l'action discrétionnaire du gouvernement en matière budgétaire est une idée dangereuse. Elle peut d'ailleurs conduire à la catastrophe comme le montre l'exemple de l'Autriche dans les années 1920 et 1930. Ce pays avait connu immédiatement après le premier conflit mondial une grave crise hyper inflationniste... le recours à la règle constitutionnelle en économie, sauf à proférer des hypothèses d'omniscience, ne fait pas disparaître le risque d'incertitude radicale. Par contre, en omettant d'organiser une voie de sortie par la reconnais-

sance de la légitimité de l'action discrétionnaire, elle-même issue d'un pouvoir démocratique, ce recours à la règle constitutionnelle institue une incertitude supplémentaire, celle sur les conséquences de l'émergence de la solution à la crise... Enfin, c'est une idée qui est profondément anti-démocratique. Les règles, et au premier lieu les règles budgétaires, renvoient nécessairement à des structures sociales. Vouloir les disjoindre du contrôle que la représentation de la société (la Parlement) peut exercer sur elles revient à vider de son sens la démocratie... Si cette mesure de « constitutionnalisation » d'une règle limitant le déficit budgétaire devait être adoptée, non seulement serions-nous confrontés à une atteinte évidente aux principes de la démocratie, mais - et surtout - nous aurions la garantie d'être confrontés à terme à une crise bien plus grave quand nous ne pourrions plus respecter cette règle. »

Dans le *Journal du dimanche* (17/08), Henri Sterdyniak estime que « La "règle d'or" des finances publiques n'a rien à voir avec ce que préconise Nicolas Sarkozy. La "règle d'or" consiste à dire au contraire que l'on peut avoir un déficit public tant qu'il n'est pas supérieur à l'investissement public, ce qui autorise, en France, un déficit de l'ordre de 3% du PIB. Depuis 1999, tous les pays de la zone euro ont signé le pacte de stabilité et se sont engagés à avoir un déficit public inférieur à 3% du PIB. Naturellement, ils n'ont pas tenu cet engagement à tenir. Nous avons besoin d'avoir de la flexibilité dans les politiques budgétaires lorsqu'on est en situation de dépression. Il est inutile et contre-productif d'introduire dans la Constitution des règles que nous sommes incapables de suivre et qui n'ont aucun sens économique. »

Pour Robert Boyer *Médiapart* (20/08) « Cette histoire de "règle d'or" est absurde. Le pacte de stabilité (qui fixe le plafond de 3% du PIB pour les déficits publics, ndlr) est de droit européen. Il est donc de toute façon supérieur aux constitutions nationales, et cela n'a pas empêché les pays de le violer allègrement. Les exécutifs européens ont perdu le levier du taux de change, avec l'euro, et le levier du taux d'intérêt, avec la Banque centrale européenne (BCE). Il ne leur restait donc plus que l'outil budgétaire. La seule politique possible était de laisser filer les déficits... C'est ce qu'a fait la France. Sinon, les pays

sont en pilotage automatique complet, et l'on débouche sur une crise politique d'envergure : tout serait réglé, depuis Bruxelles, par des mécanismes technocratiques. Quelle naïveté, du coup, de vouloir imposer cette règle d'or... C'est certes un beau piège politique que l'on tend à l'opposition, mais ce n'est pas sérieux. »

Jean-Marie Harribey (25/08) écrit dans son blog « C'est dommage que le ridicule ne soit pas lourdement taxé après le revirement sur les exonérations de cotisations sociales des heures supplémentaires, ça aurait rapporté gros. Le ridicule et l'ignorance. En effet, Fillon a déclaré que nous étions dans une crise de l'endettement. Ah bon, et d'où vient-elle ? Est-ce que le gouvernement lit les rapports qui lui sont destinés et qu'il a commandés ? « En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. », selon Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis dans le Rapport sur la situation des finances publiques, d'avril 2010... « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires. », assène le Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques en juin 2011. Alain Minc nous avait déjà gratifiés en 1996 d'une « mondialisation heureuse ». On sait ce qu'il en fut : la plus grave crise de l'histoire.. Dans *Le Figaro* (24/08), il se faisait l'avocat de l'austérité la plus vertueuse, entendez la plus sévère. Et il ne lésine pas sur les formules. « Un nouveau paradigme : les Français plus préoccupés par la dette que par l'emploi. Un triptyque salvateur : vertu budgétaire, confiance, croissance. Une grande mesure: augmenter de deux points la TVA dans les 27 pays de l'UE. Comme elle est impossible, à la place : réduire les dépenses de santé et celles des collectivités locales. Ainsi, les Français pourront conserver la note AAA, trésor national, à condition toutefois de voter la règle d'or qui est une ceinture de chasteté. » Bien qu'on n'ait aucun exemple historique où l'austérité ait dynamisé l'économie, Alain Minc propose la chasteté pour les peuples... Surtout que Minc ne dit rien de l'origine principale de la dette : les cadeaux fiscaux. » ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes, et en alexandrins

Seuil, 2011

FRÉDÉRIC LORDON

Par **STÉPHANIE LONCLE**

Avec cette « comédie sérieuse sur la crise financière », Frédéric Lordon, chercheur en économie (CNRS), ravive une des facettes du théâtre du XVIII^e siècle, à l'époque où lettres et savoirs économiques étaient discutés sur et par la scène. La crise a déjà éclaté : banquiers et journalistes partagent leurs angoisses devant l'ampleur du krach. Ils en appellent à « l'État », leur « sauveur suprême », et convainquent le Président de mettre l'argent public au service du rétablissement des banques. Au milieu de cette cour de financiers, un étrange banquier prédit un aggravement de la crise : il est limogé. Il avait pourtant raison, et un nouveau krach menace les banques. À qui la faute ? À l'État bien sûr, à la dette publique « dont le niveau est devenu astronomique ». Que faire ? Une seule solution : « Nous devons déferer aux lois de l'univers / Et c'est pourquoi je dis la rigueur nécessaire ». Plus tard, le Président s'intéresse enfin à d'autres solutions : « Et notamment ceci refinancer l'État / Lui ouvrir des crédits, aux taux les plus bas », mais il est déjà trop tard : « Des émeutes partout... »

La pièce propose ainsi une lecture synthétique de la crise et de ses mécanismes. Le personnage du bon conseiller qui dit le vrai mais n'est jamais écouté réduit cependant la réflexion politique à une démonstration un peu lourde de l'impuissance des mots et des idées. Mais s'il n'est pas dans les mots, où le pouvoir se situe-t-il et comment agit-il ? Cette question est essentielle à une analyse de la crise, et le théâtre, où l'on imite les actions des hommes pour mieux les juger, peut être un outil formidable pour la poser. La pièce semble pourtant l'éviter au point que l'auteur éprouve le besoin d'y répondre dans une postface. Frédéric Lordon s'efforce d'y justifier un pouvoir de l'art : les images, contrairement aux « idées », seraient capables d'agir sur les « affects » et les « corps », véritables lieux du pouvoir et de l'action. Mais chercher à séparer, dans l'expérience du spectateur ou du lecteur de théâtre, les idées des affects, n'est-ce pas oublier la joie que procure l'exercice de la pensée juste ? De plus, en expliquant à son lecteur ce qu'il doit juger et comment le faire (il devra « ressaisir » grâce au théâtre la réalité d'une crise qui sans cela « échapp[erait] à [son] entendement »), l'auteur semble pris dans une contradiction : obliger par les mots son lecteur à adhérer à sa théorie de l'impuissance des mots. Ne perd-il pas de vue que c'est dans la liberté du jeu et du jugement que se jouent le plaisir et le pouvoir du théâtre ? ■

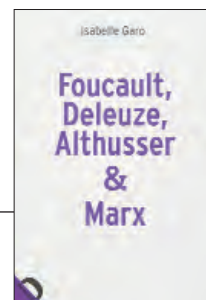


Foucault, Deleuze, Althusser & Marx

Démopolis, 2011

ISABELLE GARO

Par **FLORIAN GULLI**



Foucault, Deleuze, Althusser, trois philosophes phares des années 1960-1990, aujourd'hui encore au cœur du débat intellectuel à gauche. Isabelle Garo choisit de lire leurs œuvres à la lumière du rapport qu'elles entretiennent avec Marx et le marxisme. L'hypothèse est féconde. Il apparaît nettement que ces philosophes produisent, sur le terrain des problèmes marxistes, des théories alternatives au marxisme (ce qui est valable aussi pour Althusser). Ces productions intellectuelles ambitieuses, profondément liées au contexte de leur apparition, furent des symptômes de la mutation théorique et organisationnelle de la gauche à la fin des années 1970. Elles furent aussi des éléments actifs de cette transformation. Mais elles ne fournirent presque pas d'armes théoriques pour résister à la révolution néolibérale des années 1980.

Le marxisme était évidemment à réformer ; mais devait-il être abandonné pour autant ? Produire une alternative au marxisme, c'était révéler des problèmes auxquels il était resté aveugle jusque là, mais c'était aussi oublier des questions qu'il avait été le seul à aborder.

L'économie politique par exemple est la grande absente de ces œuvres philosophiques. Le capitalisme existant fait l'objet de peu d'analyse ; l'idée de classe sociale disparaît. Il est vrai qu'à l'époque beaucoup prophétisaient la stabilisation définitive du capitalisme ; mais aujourd'hui, en pleine crise du capitalisme, il serait dommageable pour la gauche d'en rester à de telles élaborations, aussi importantes soient-elles.

La nécessité d'une organisation des classes populaires, d'un Parti, disparaît quant à elle au profit de logiques individuelles (on se transforme soi-même plutôt que l'ordre du monde). Les organisations ouvrières pouvaient certes être aliénantes, mais fallait-il aller jusqu'à condamner toute forme d'organisation (Althusser finira par écrire que l'organisation est domination) ? La politique alors privée de ses médiations s'installait durablement sur le seul terrain philosophique.

Le pouvoir d'État relativisé – un pouvoir parmi tant d'autres – devait cesser d'être l'obsession d'une politique transformatrice. L'objectif ne devait plus être l'accès au pouvoir mais la mise en œuvre dès maintenant de modes de vie alternatifs. Le néolibéralisme a su montrer, depuis, l'efficacité du pouvoir d'État pour changer en profondeur la vie des gens.

Le livre d'Isabelle Garo veut contribuer à l'ouverture d'une nouvelle séquence théorique et politique. Il propose de réactiver un marxisme alliant une analyse attentive au réel centrée sur la compréhension du capitalisme et l'intervention politique auprès des classes populaires. ■

Histoires croisées du communisme italien et français

Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique n°112-113

Par **PIERRE LAROCHE**



L'histoire comparée porte sur les transferts, les emprunts et ne se fait plus sur des bilans qui figent les situations (S. Wolikow, « Méthodologie et historiographie »). La comparaison du PCF et du PCI a longtemps mis l'accent sur des divergences nationales : il s'agit maintenant d'envisager aussi le poids de l'international au sein des systèmes politiques nationaux. Ainsi, les positions différentes du PCF et du PCI, ou plutôt de Thorez et Togliatti, face à Khrouchtchev (R. Martelli, « Le PCI et le PCF face à Khrouchtchev ») peuvent être rapportées non seulement aux évolutions différentes de la société en France et en Italie, mais aussi et parfois surtout, aux changements mondiaux (URSS, Chine, 1956 en Hongrie). La détente internationale et le fait que Khrouchtchev semble disposé à concéder quelque autonomie posent la question d'une redéfinition du rapport entre voies nationales, solidarité envers l'URSS et stratégie internationale (M. Di Maggio, « PCI, PCF et la notion de centre »). Le PCF, proche des conservateurs soviétiques et surtout de Mao Zedong, refuse la méthode et le contenu, l'existence même, du « rapport secret ». Le PCI choisit la direction des voies nationales, Togliatti cherchant les bases de la réorganisation du mouvement communiste dans la construction de pôles régionaux. En 1968, les deux partis adoptent des positions différentes face aux mouvements étudiants (G. Stripoli, « Le PCF et le PCI face aux mouvements étudiants de 1968 »). Le PCF aurait oscillé entre compréhension – faisant entrer ce mouvement dans ses propres schémas interprétatifs – et prise de distance, en se référant aux enseignements de Lénine contre des attitudes gauchistes, aventuristes. Le PCI de son côté aurait repris les mots de la contestation et de la révolte sans parvenir à exprimer une ligne politique précise et aurait fini par négliger les éléments qui étaient apparus d'abord comme des nouveautés réelles. ■

Recherche précarisée, recherche atomisée : production et transmission des savoirs à l'heure de la précarisation

Raisons d'agir, 2011

P.É.C.R.E.S.

Par **DINA BACALEXI**

La passion : voilà ce qui fait tenir les quelques 50 000 précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). L'envie de poursuivre une œuvre engagée, le besoin

d'être partie prenante de la production et de la diffusion du savoir. Passion, mais aussi lucidité menant au désespoir ces personnes hautement qualifiées ayant choisi l'un des métiers de l'ESR, mais que l'ESR malmène et marginalise.

Ce livre est issu d'une enquête nationale menée en 2009 par le collectif au nom évocateur P.É.C.R.E.S. (Pour l'Étude des Conditions de travail dans la Recherche et l'Enseignement Supérieur) à la demande de l'intersyndicale de l'ESR, des syndicats étudiants et des associations SLR et SLU. Graphiques, références documentaires, glossaire et témoignages (parmi les 4409 recueillis) dépeignent ces visibles-invisibles sans lesquels bien des réalisations scientifiques n'auraient jamais vu le jour.

Le glissement de la précarité, couvrant des besoins ponctuels, à la précarisation, durable, structurant l'emploi scientifique, survient avec la recherche sur projets et appels d'offres qui s'oppose au temps long de la maturation et du débat. Service public en régression, science déconsidérée : tout en feignant de reconnaître l'anormalité de la situation, les pouvoirs publics l'ont érigée en norme. Les plus précaires sont en sciences humaines et sociales : signe de leur dépréciation par ceux qui n'arrêtent pourtant pas d'en faire l'éloge. Les plus précaires sont à l'université : hypocrisie de confier les jeunes à des personnels trop instables professionnellement pour en assurer un suivi durable.

Un quart des précaires a plus de 35 ans. Leurs contrats de droit public sont moins protégés que ceux du privé. Le recours fréquent aux vacations ou à des formes d'emploi et de rémunération illégales favorisant la dépendance et le clientélisme entraîne une sélection sociale, une exclusion de ceux dont les moyens financiers sont limités, la familiarité avec le système moindre, les réseaux de relations aléatoires ou inexistantes.

Le gâchis des compétences et la rupture de la chaîne de leur transmission est un choix idéologique : asservir la connaissance, bien cumulatif et non marchand, au capitalisme.

Résultat des stratégies européennes de l'économie de la connaissance, dont émanent des lois (LRU) et des mesures (Grand Emprunt) françaises, la précarisation appelle aussi des luttes dans le cadre européen. Son éradication ne pourra se faire que dans l'unité des précaires et des titulaires. Dans la convergence de tous les secteurs où l'on flexibilise, où l'on

liquide des savoir-faire et des métiers. Dans la perspective d'une démocratie pleine et entière, de la conquête de nouveaux droits et du rétablissement des anciens. Ce n'est pas une solidarité humanitaire, c'est un objectif éminemment politique. Mais n'est-ce pas quand l'humanitaire et le politique, jadis séparés, se rencontrent, que renaît l'espoir d'un avenir lumineux pour tous ? ■



Par **STÉPHANIE ROZA***

Un programme au siècle des Lumières ?



Avec le *Code de la nature*, l'utopie de la communauté des biens émergeait des limbes de l'imaginaire pour s'ancrer dans le terrain de la réflexion « sérieuse », fût-elle encore purement spéculative. C'était assurément une étape nécessaire dans son cheminement vers la pratique politique.

30

***STÉPHANIE ROZA** est professeur de philosophie. Elle prépare actuellement une thèse sur le socialisme républicain au siècle des lumières.

En 1755 paraissait – anonymement et sous un nom d'éditeur fictif – le *Code de la Nature*¹ ou le véritable esprit de ses lois. Ce petit livre, mi-pamphlet, mi-essai philosophique, prenait vigoureusement la défense d'un roman intitulé *Le Naufrage des îles flottantes, ou Basiliade* du célèbre Pilpai, paru deux ans plus tôt et attaqué par la critique de l'époque pour son extravagance. Pensez donc : cette utopie dépeignait dans des allégories bien trop faciles à déchiffrer la société d'Ancien Régime, son culte de l'intérêt personnel, la vanité de ses Grands, et l'étendue de ses inégalités, sous des couleurs horribles ; elle lui opposait l'image idyllique d'un peuple vivant sous le régime de la communauté des biens, uni dans la fraternité et la solidarité les plus complètes. Pouvait-on rien imaginer de plus absurde ? L'auteur du *Code de la nature*, qui s'avère dans le cours du texte n'être autre que

l'auteur de la *Basiliade* lui-même, prenait donc la plume, cette fois-ci, pour mener sur le plan théorique une des attaques les plus violentes, en ce siècle de critique de toutes les institutions, contre la plus sacrée peut-être, celle de la propriété privée. Fait encore plus original, cette critique comportait un versant positif : le lecteur découvrait en effet à l'issue des trois premières parties un « Modèle de législation conforme aux intentions de la nature », autrement dit l'esquisse constitutionnelle d'une société basée sur l'appropriation commune des moyens et des produits du travail commun. Par là, l'auteur (un certain Morelly, dont aujourd'hui encore on ignore presque tout) introduisait une très importante innovation dans la tradition, déjà ancienne, des utopies « communautaires » qui, depuis le roman fondateur de Thomas More, *L'Utopie*, de 1516, se présentaient toutes sous la couverture rassurante et irréaliste du rêve, de la fiction. Bien que l'état d'esprit de notre auteur, marqué par le scepticisme, soit en cela tout à fait au diapason de celui de ses prédécesseurs (« Je donne cette esquisse de lois par forme d'appendice, et comme un hors-d'œuvre, puisqu'il n'est malheureusement que trop vrai qu'il serait comme impossible, de nos jours, de former une pareille république », p. 148), cette forme choisie par lui imprimait de fait une inflexion dans l'histoire de ce

genre politico-littéraire si difficile à circonscrire. À travers elle, comme l'écrivit le grand historien de la Révolution Française Albert Soboul, s'effectuait le passage des grandes odyssées romanesques de la période précédente à la « théorie sociale », dans laquelle un certain nombre de révolutionnaires de la fin du siècle iront puiser leurs principes d'action². Avec le *Code de la nature*, l'utopie de la communauté des biens émergeait donc des limbes de l'imaginaire pour s'ancrer dans le terrain de la réflexion « sérieuse », fût-elle encore purement spéculative. C'était assurément une étape nécessaire dans son cheminement vers la pratique politique.

REPENSER L'HOMME

La démonstration s'efforce tout d'abord d'établir que la nature humaine est fondamentalement compatible avec l'idéal social représenté dans la *Basiliade*. Il s'agit donc de repenser l'homme à nouveaux frais, et de rejeter l'anthropologie sombre, directement dérivée de la doctrine chrétienne et dominée par l'idée du péché originel qui prévaut jusque là dans la morale et la philosophie. Dans cette entreprise, Morelly n'est pas seul : au contraire, sa tentative s'inscrit pleinement dans un mouvement général des penseurs des Lumières, qui reprochent globalement à leurs aînés d'avoir peint l'homme plus méchant qu'il ne l'est ; toute



la théorie du droit naturel, matrice des Droits de l'Homme, s'enracine d'ailleurs dans l'idée d'un état social primitif, « l'état de nature », où tout était commun.

L'originalité de Morelly cependant, consiste à prendre appui sur les acquis de son siècle pour aller au-delà de ses objectifs généraux, égalité juridique, lutte contre le despotisme politique et le fanatisme religieux, etc. De fait, il radicalise la vision optimiste de l'homme que porte l'air du temps, à partir de la notion « d'amour de soi » (ou instinct de conservation, dans des termes plus modernes), que chacun s'accorde à placer au fondement des actions humaines. Notre auteur montre que cet amour ne peut se satisfaire que dans la coopération avec autrui, dans la mesure où les besoins de l'homme excèdent toujours « de quelque chose » ses forces propres. Cette interdépendance naturelle est renforcée par « l'inégalité harmonique » qui prévaut parmi nous, c'est-à-dire la « variété » des besoins et la « diversité de forces, d'industries, de talents » qui produit un équilibre général entre les atouts et les faiblesses de chacun. C'est dire combien l'homme est prédisposé à une vie sociale marquée par l'entraide, et le bonheur commun. C'est dire aussi, que la mort de la communauté originelle et l'établissement de la propriété privée a signifié la corruption de l'espèce humaine, sa dégénérescence morale et matérielle.

ESPÉRANCE ÉMANCIPATRICE

Pourtant, et même si les temps ne sont pas encore venus, l'utopiste conserve foi en un rétablissement futur du bon ordre social. Dans le cadre d'un déisme rationaliste qui rappelle par bien des aspects la religion de Jean-Jacques Rousseau, Morelly affirme que la Providence préside aux destinées de l'humanité ; que cette Providence ne peut vouloir le malheur de l'espèce. C'est pourquoi le règne de la propriété ne peut être que transitoire ; mieux même, il a ce sens historique de donner aux hommes l'occasion de prendre pleinement conscience de leur vocation communautaire. Au terme de l'aventure, éclairés sur leur situation, ils doivent retrouver sur un plan supérieur l'état social harmonieux et bienheureux qui seul permet l'épanouissement complet de leurs facultés. Au-delà de cette profession de foi dans un avenir meilleur, il faut relever que l'invocation de la Providence est en fait mise au service d'une invitation faite aux hommes à se réapproprier leur propre destinée, et ce, par la prise de conscience des causes qui produisent les maux de la société. Espérance émancipatrice, encore floue sans doute, que d'autres se chargeront pourtant d'inscrire sur leurs drapeaux bien peu de temps après.

En effet, si la question des moyens propres à mettre en œuvre la transformation sociale, ne fait pas partie des préoccupations de Morelly, en revanche la préci-

sion— et à certains égards, l'originalité— de son plan de législation lui confèrent une valeur programmatique qui n'échappera pas aux idéologues du « premier parti communiste agissant »³, le groupe de Babeuf. Les Égaux reprendront ainsi vraisemblablement au *Code de la Nature*, à côté de mesures que l'on retrouve dans toute la tradition utopique, certains points spécifiques : le projet d'une organisation de base de la société en « classes de travail », élisant leurs propres magistrats ; une conception de l'État comme devant à ses membres un ensemble de services sociaux indispensables ; l'idée d'un travail « libre » à partir de l'âge de quarante ans⁴. Devant ses accusateurs au procès de Vendôme, Gracchus Babeuf revendiquera l'héritage de l'auteur du Code, qu'il considère comme le « plus fougueux athlète du système »⁵.

Peu connu en son temps, probablement éclipsé par son contemporain Rousseau, pourfendeur des inégalités sociales, Morelly est retombé, dans un oubli injuste. Il est temps de redonner à ce novateur la place qui lui revient, dans l'histoire intellectuelle en général, et dans celle des idées socialistes en particulier. Il conviendra aussi, sans doute, de lui rendre l'hommage particulier que méritent ceux qui, dans un isolement parfois complet, ne craignent pas de s'élever contre l'ordre établi et son cortège d'injustices. Sans doute cette leçon de courage intellectuel ne paraîtra-t-elle pas superflue aujourd'hui, note discordante dans le conformisme ambiant. ■

1) Un Programme socialiste au siècle des Lumières ? *Le Code de la Nature* de Morelly, La Ville Brûle, 2011.

2) Voir à ce sujet l'article, co-écrit avec I. Hartig : « Notes pour une histoire de l'utopie en France au XVIII^e siècle », *Annales Historiques de la Révolution Française*, n°224, 1976, pp.161-179.

3) L'expression, célèbre, est de Marx.

4) Sur ce point, voir la discussion menée dans les colonnes des *Annales Historiques* par R.N. Coe, J. Dautry et A. Saïtta : "La théorie morellienne et la pratique babouviste", *AHRF* n°150, 1958, pp. 38-64.

5) Le plaidoyer de Babeuf est reproduit in extenso dans le volume II de *l'Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme*, par V. Advielle, Paris, rééd. CTHS, 1990.

Fête de l'Humanité : Dimanche 12h au village du Livre : *Deux pensées critiques au siècle des Lumières : Rousseau et la philosophie*, Morelly et l'utopie avec Claude Mazauric (historien, auteur de Jean Jacques Rousseau à 20 ans), Stéphanie Roza (initiatrice de la réédition *Code de la Nature ou le véritable esprit de ses lois*, d'Étienne-Gabriel Morelly), Patrick Coulon (Espaces Marx).

Par **MICHEL BIARD***

La Constitution de 1793

Il suffit de lire et relire cette Déclaration pour se convaincre non seulement de ses audaces, mais des rêves qu'elle peut encore susciter près de 220 ans plus tard par sa reconnaissance du droit à l'existence, du droit au travail, du droit à l'instruction, et bien sûr du fameux droit de résistance à l'oppression qui peut aller jusqu'à légitimer l'insurrection contre un gouvernement violant les droits du peuple .

32

* **MICHEL BIARD** est professeur d'Histoire du monde moderne et de la Révolution française, Université de Rouen.

Ce texte constitutionnel, souvent décrit comme le plus démocratique qu'ait connu la France, a eu un destin pour le moins étrange. Jamais mis en application, en raison du terrible contexte de l'été 1793, lorsque la République devait faire face tout à la fois aux révoltes hostiles à la Révolution et aux armées étrangères qui l'attaquaient sur plusieurs fronts à la fois, a longtemps fait rêver nombre de militants, ceux de l'an III (1794-1795) comme ceux du XIX^e siècle. L'adoption de cette Constitution, la seconde née de la Révolution et donc la seconde de l'histoire de France, est devenue nécessaire aux lendemains du 10 août 1792 dès lors que cette journée révolutionnaire a abouti au renversement de la monarchie. La Constitution de 1791, dont le roi était un rouage fondamental, ne pouvait être maintenue sitôt que la République se substitua à la monarchie constitutionnelle le 20 septembre 1792. Aussi convenait-il de rédiger un nouveau texte constitutionnel et, dès la fin de septembre 1792, l'un des comités de la Convention nationale (la nouvelle Assemblée détentrice du pouvoir législatif), baptisé comité de constitution,

fut chargé de mettre au point un projet. Le sort à réserver au ci-devant roi (guillotiné le 21 janvier 1793), d'une part, l'affrontement politique entre Girondins et Montagnards, d'autre part, retardèrent les débats, de sorte que le premier projet (rédigé par Condorcet) ne parut devant la Convention nationale que le 15 février 1793. A côté de ce projet porté par son comité de constitution, la Convention nationale en reçut plus de 300 autres, présentés par des représentants du peuple (titre alors donné aux députés) ou de simples particuliers, voire des étrangers soutenant la Révolution française.

Rien n'était encore décidé le 2 juin 1793, lors de l'arrestation des meneurs de la Gironde et de la mise à l'écart de cette mouvance politique au sein de la Convention nationale. Devenus désormais les plus influents, les Montagnards s'employèrent à accélérer la rédaction et l'adoption d'un nouveau texte constitutionnel, de manière à ôter un argument de poids à ceux qui se révoltèrent en juin et juillet pour protester contre le coup de force du 2 juin (révolte connue sous le nom de « fédéralisme »). Présenté devant l'Assemblée le 10 juin 1793, adopté le 24, le texte fut soumis à la ratification des électeurs, autrement dit à ce que nous qualifierions aujourd'hui de « référendum ».

Le oui obtint près de 1.8 million de voix, le non en reçut environ 11 500 (avec une participation proche du tiers des électeurs, ce qui représentait une mobilisation tout à fait honorable eu égard aux conditions du moment). Symboliquement, cette adhésion massive des citoyens donna lieu à une cérémonie fixée au 10 août 1793, jour du premier anniversaire de la chute du « dernier des tyrans ». Toutefois, en raison du contexte, la Convention nationale décida d'ajourner l'application de la nouvelle Constitution et proclama, à l'automne suivant, le gouvernement « révolutionnaire jusqu'à la paix ». L'adjectif « révolutionnaire » étant ici pris comme un synonyme d'« extraordinaire », le « Gouvernement révolutionnaire » devenait de facto un gouvernement de guerre, prenant des mesures extraordinaires et créant des « institutions révolutionnaires » destinées à coexister avec les institutions ordinaires tant que la guerre durerait. Pour autant, si la Constitution était mise en sommeil, la nouvelle Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui l'accompagnait, faisait, elle, l'objet d'une large diffusion, d'affichages, de commentaires, etc. Or, il suffit de lire et relire cette Déclaration pour se convaincre non seulement de ses audaces, mais des rêves qu'elle peut encore susciter près de 220 ans plus tard par sa reconnaissance du droit à l'existence, du droit au travail, du droit à l'instruction, et bien sûr du fameux droit de résistance à l'oppression qui peut aller jusqu'à légitimer l'insurrection contre un gouvernement violant les droits du peuple « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple [...] le plus sacré et le plus indispensable des devoirs ».

Les 9 et 10 thermidor an II (27-28 juillet 1794), l'arrestation puis l'exécution de Maximilien Robespierre et ses amis sonna le glas non du Gouvernement révolutionnaire, mais bien vite celui de la Constitution de 1793 devenue gênante aux yeux des « Thermidoriens » (la coalition éphémère des vainqueurs en thermidor) qui aspiraient à renforcer le pouvoir exécutif. Les rouages du Gouvernement révolutionnaire furent en grande partie maintenus afin que la Convention nationale puisse conserver

le pouvoir, mais, après les dernières journées révolutionnaires de germinal et prairial an III (printemps 1795), une nouvelle Constitution fut donc rédigée avec des principes radicalement différents de ceux de 1793 et une troisième Déclaration dite cette fois des droits et des devoirs. Ce texte, connu sous le nom de Constitution de l'an III, fut adopté le 5 fructidor an III (22 août 1795) et servit de fondement au Directoire (1795-1799). La Constitution de 1793, jusque-là simplement mise en sommeil, était purement et simplement supprimée sans même avoir été appliquée.

UNE RÉFÉRENCE POUR NOTRE DÉMOCRATIE ?

Il ne saurait être question d'entrer ici dans les détails du texte constitutionnel de 1793, mais simplement d'en souligner quelques caractéristiques majeures, notamment celles qui expliquent à quel point il a pu faire rêver les sans-culottes de 1793-1794 (l'an II) et comment il peut, le cas échéant, encore servir de référence dans notre démocratie. La Constitution de 1791 séparait avec soin les pouvoirs exécutif et législatif ; en revanche, celle de 1793 plaçait toute l'autorité réelle dans un Corps législatif, émanation de la souveraineté populaire, sans pour autant aller jusqu'à supprimer l'Exécutif. Là où la première avait confié au roi un pouvoir exécutif fort (avec, entre autres, le célèbre droit de veto suspensif, grâce auquel le roi pouvait refuser les lois voulues par l'Assemblée législative), la seconde affaiblissait donc très nettement l'Exécutif. Confié à un Conseil de 24 membres (ministres), celui-ci était subordonné au Corps législatif, ne disposait d'aucun veto, était réduit à la stricte application des lois et devait rendre compte de ses actes. Pour peu que l'on compare cette situation à celle ensuite mise en place sous le Directoire, a fortiori sous le Consulat et l'Empire, voire sous notre actuelle V^e République, force est de constater le rôle fondamental de cet affaiblissement du pouvoir exécutif dans la volonté de faire naître une démocratie conçue comme exemplaire. Pour sa part, le Corps législatif (qui aurait donc dû succéder à la Convention nationale si la Constitution avait été appliquée), composé d'une seule Chambre, était élu pour un an seulement et au suf-

frage universel (masculin). Ses pouvoirs n'avaient d'autres bornes que ceux liés à la souveraineté populaire, mais celles-ci étaient loin d'être négligeables. En effet, les citoyens pouvaient intervenir directement dans l'exercice du pouvoir législatif. La loi votée par le Corps législatif n'avait qu'une valeur de proposition qui devait ensuite être « sanctionnée » (c'est-à-dire acceptée) par les citoyens. Qu'on se rassure quant à la complexité de ce cheminement de la loi, cela ne signifiait en rien que toute loi était soumise à un vote populaire et que les citoyens devaient donc subir semaine après semaine référendum sur référendum ! Leur consentement était tacite si la loi votée par le Corps législatif ne soulevait pas de contestations dans un délai de quarante jours ; dans le cas contraire, un vote devait être organisé et, de ce fait, les citoyens partageaient alors avec leurs députés l'exercice du pouvoir législatif. Certes, une subtile division permettait de distinguer des lois et des décrets, tous ces textes adoptés par le Corps législatif n'étant pas soumis à un même contrôle des citoyens, donc il ne s'agissait pas ici d'une sorte de « démocratie directe » (d'autant que, pour qu'il y ait contestation, il fallait que proteste au moins un dixième des assemblées primaires rassemblant les citoyens dans la moitié [plus un] des départements).

On peut toutefois se prendre à rêver de posséder ce genre de droits au XXI^e siècle, là où les représentations nationales finissent hélas par n'être plus que des reflets parfois très infidèles de la souveraineté populaire. Songeons aux récentes lois réformant le régime des retraites et au sort qui eût été le leur pour peu qu'existât un système similaire à celui de 1793... ■

Par **AMAR BELLAL***

Pic(s) et épuisement des ressources pétrolières, où en est-on ?

Il y a urgence à prendre toutes les dispositions pour ne pas subir le pic pétrolier et nous préparer à la décroissance prévisible de la production.

***AMAR BELLAL** est ingénieur, membre de la commission écologie du PCF

En 1970 on annonçait la fin du pétrole dans 40 ans ; aujourd'hui, les réserves pétrolières seraient estimées à près de 1 000 milliards de barils, soit l'équivalent de 35 années de consommation mondiale de l'année 2009... Que penser de telles prévisions ? Qu'en est-il réellement de l'état des ressources pétrolières aujourd'hui ? Par quel mystère les réserves en pétrole augmentent régulièrement d'année en année sans qu'il y ait réellement de découvertes majeures ? Tout d'abord, quelques définitions :

RÉSERVES PROUVÉES, PROBABLES, POSSIBLES, ULTIMES...

Réserves prouvées : pétrole dont on est sûr à 90% qu'il existe et qu'il sera possible d'extraire dans les conditions technico-économique du moment et avec les puits déjà existants ou en cours de construction. Pour les **réserves probables et possibles**, les probabilités sont respectivement de 50 et 10%.

Les ressources : le pétrole a été découvert, mais pour l'instant pas d'investissements d'infrastructure pour les produire, et il n'est pas vraiment sûr que le prix du baril soit suffisamment élevé pour garantir la rentabilité. Pour qu'une ressource devienne réserve, il faut augmenter le taux de récupération.

Un exemple pour illustrer, celui de l'*offshore* profond brésilien récemment découvert au large de Rio de Janeiro : 50 milliards de barils annoncés. Mais pour transformer ces ressources en réserves prouvées, il faudrait construire des dizaines de plateformes, des centaines de puits, des centaines de km d'oléoducs, former des milliers de spécialistes (c'est

le travail humain qui produit la richesse ! ne l'oublions pas) : près de 100 milliards de dollars de financement à trouver. Dans ce cas, tant que ces investissements ne se concrétisent pas, cela reste dans le domaine des ressources et non des réserves

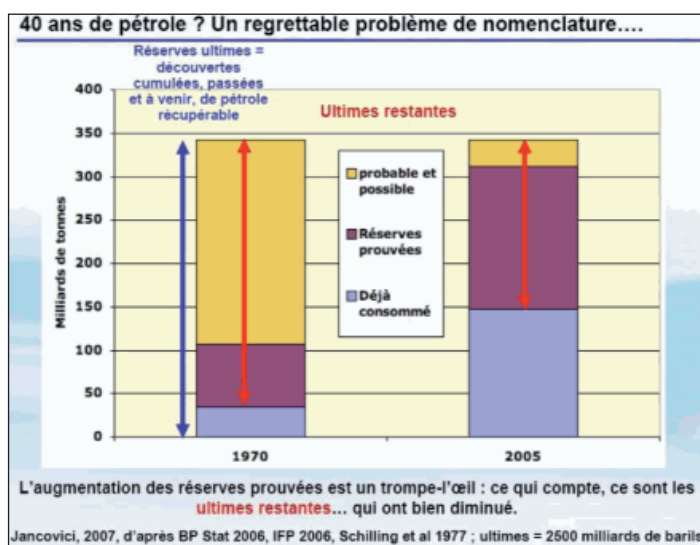
Réserves ultimes : ce sont l'ensemble des réserves et ressources avec en plus ce qui a été produit, on parle aussi de ressources initiales.

35 ANS DE PÉTROLE ?

La réponse à cette question n'est pas une simple division de la quantité des réserves prouvées par la consommation mondiale annuelle (1000 milliards divisés par 35 milliards=30 ans environ). C'est beaucoup plus compliqué....

- d'abord, comme pour un puits de pétrole, il faut oublier l'image d'une production à débit constant et puis du jour au lendemain,

plus rien : non, en réalité, la production passe par un pic et décline ensuite lentement. Ce pic intervient quand la moitié des ressources ultimes ont déjà été produites : avec approximativement 1 000 milliards de barils déjà produits depuis l'ère du pétrole et en estimant à

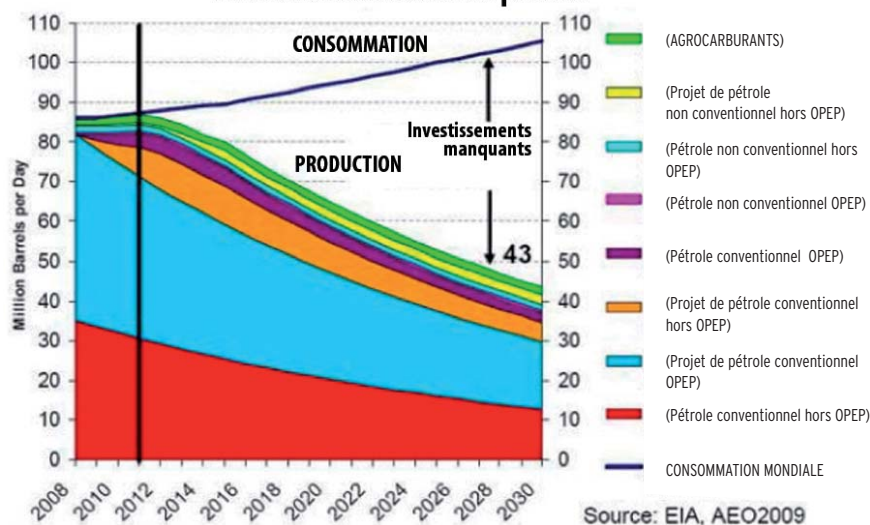


Le graphique ci-dessus illustre la situation mondiale depuis 1970 : les réserves ultimes n'ont pas augmenté, il n'y a pas eu de découvertes majeures de nouveaux gisements. L'augmentation des réserves est surtout le fait de la transformation des réserves probables et possibles déjà connues à l'époque, en réserves prouvées, notamment par des investissements et le progrès des techniques d'extraction durant ces quarante dernières années (passage du jaune au violet). En 1970, les réserves prouvées correspondent donc bien à 40 ans de consommation mondiale de l'époque. Par contre, en 2005, on le voit, il n'y a pratiquement plus de ressources (en jaune) à transformer en réserves prouvées. On est bien face à une pénurie physique imminente de pétrole.

1 000 milliards les réserves restantes, nous y sommes donc en plein dedans, à quelques années près.

- ajoutons à cet aspect, la consommation mondiale qui augmente régulièrement de 2% (Chine, Inde, surconsommation occidentale...) pour revenir sur notre vision d'une simple opération de division, réserve restante/consommation=durée, non seulement le numérateur diminue, mais en plus, le dénominateur (consommation) augmente chaque année jusqu'à atteindre le fameux mur physique qu'est le *pic de production* : là plus de choix possible, limitation physique oblige, la production annuelle ne peut plus suivre la demande mondiale, et ne peut que diminuer de manière inexorable. Donc

Production mondiale de pétrole



nous avons à la fois à faire face au double problème du pic pétrolier et de l'augmentation continue de la demande, ce qui nous donne la situation (explosive) (voir graphique page suivante).

Pour pouvoir satisfaire à la fois la demande et faire face au pic du pétrole, il faudrait investir massivement dans des projets de construction de nouveaux puits et infrastructures du côté des pétroles non conventionnels notamment (*offshore* profond, sable bitumineux du Canada, huile lourde du Venezuela, schiste bitumineux, Arctique...) mais face à la volatilité du prix du baril et d'absence de visibilité du marché à plus de trois ans, et indépendamment des problèmes écologiques que posent cette fuite en avant (effet de serre, pollutions liées à ces types d'exploitation) : les compagnies pétrolières n'investissent pas dans ces procédés très coûteux, les dividendes des actionnaires et les investissements financiers, plus sûrs et plus rentables, étant prioritaires notamment. C'est le constat de l'AIE dans son rapport de 2009 (voir graphique). À partir de 2012, ces investissements manquants vont se faire cruellement sentir, ce qui se traduira par une demande non satisfaite, des tensions, une envolée du prix du baril, avec des crises économiques et de probables guerres (l'Irak, la Libye en sont des exemples). Cette décroissance de la production devrait durer jusqu'à la fin du siècle : il y aura donc encore du pétrole au delà des 35 prochaines années mais pas pour tout le monde ! Et surtout très très cher (400, 500...1 000 dollars le barils ?).

PIC GÉOLOGIQUE OU... PIC TECHNO-ÉCONOMIQUE ?

Allons nous assister d'ici 2015 à un pic

dicté par la géologie ? Ou plutôt un pic lié à l'insuffisance des investissements et de compétences humaines ? En réalité, du pétrole il y en a... si nous regardons du côté des non conventionnels :

Mais pour les produire, il faut notamment dépenser de l'énergie afin de les transformer en pétrole liquide, ce qui renchérit le prix du baril et avec des conséquences pour l'environnement dévastatrices. Suite à l'insuffisance de l'offre en pétrole conventionnel à venir, une flambée du prix du baril risque de relancer l'intérêt des investissements pour exploiter les non conventionnels. Mais tous ces investissements vont prendre du temps, au moins dix ans, ne serait-ce que pour former les centaines de milliers de spécialistes, période dans laquelle le monde sera plongé dans une crise très grave en attendant que les nouveaux moyens de production, en cours de construction, fonctionnent à plein régime et pallient l'insuffisance de l'offre. Nous allons donc assister dans un premier temps à un pic technico-économique, puis une chute pendant plusieurs années, et enfin un redressement de la production. Une fois les non conventionnels exploités et ces nouvelles technologies d'extraction et de production rodées, cette nouvelle phase pourrait nous amener à un deuxième pic, le "vrai" cette fois, le pic géologique, qui nous indiquera que nous sommes vraiment sur le point d'épuiser tout le pétrole présent dans la croûte terrestre. Mais tout cela est-il souhaitable ?

PIC ÉCOLOGIQUE MONDIAL POUR 2020 ?

Nous ne pouvons pas souscrire à la "pédagogie par la douleur" prônée par certains courants de pensée qui se réjouissent de cette situation de blocage. Cette pénurie imminente est avant tout une très mauvaise nouvelle pour les peuples car

non préparés à ce changement de civilisation. Le pragmatisme impose de nous donner encore quelques années de sursis en effectuant les investissements adéquats pour satisfaire la demande en pétrole pour au moins dix ans encore. Durant cette période, des investissements très importants dans des projets d'économie d'énergie et de développement de moyens de transport électrique (le pétrole étant à 80% utilisé dans ce secteur) doivent être entrepris. Cela pose la nécessité d'une plus grande place du vecteur énergie électrique, à condition qu'elle soit produite proprement, sans gaz à effet de serre et sans rejets toxiques dans la biosphère. Cela demande de reconsidérer le débat sur l'énergie nucléaire et la place des énergies renouvelables dans nos systèmes.

Une conférence internationale consacrée à cette question, à l'image de Kyoto et de Copenhague pour le climat, en ayant conscience de toutes leurs insuffisances et contradictions, doit être organisée. Ce sera l'occasion de poser la question politique de la sortie planifiée à l'échelle mondiale de la civilisation du pétrole, tout en relevant le défi de répondre aux besoins énergétiques d'une planète qui comptera près de dix milliards de personnes en 2050. En clair décider ensemble d'un "pic écologique" à l'horizon de 2020, décision concertée au niveau mondial de baisser la production de pétrole à partir de cette date. Ce sera l'occasion aussi de poser la nécessité d'une meilleure répartition de cette ressource et de l'arrêt de son gaspillage : 80% des ressources étant consommées par 20% de la population. Cette situation est largement due au système capitaliste et au mode de vie qu'elle impose à des milliards de personnes dans le monde. Et comme nous le proposons pour l'eau, pourquoi ne pas faire du pétrole un bien commun de l'humanité sous administration de l'ONU et cessant d'être la rente privée des capitalistes ? L'utopie aujourd'hui pourrait bien être la réalité de demain, à condition que nous engagions dès maintenant les batailles politiques... ■

Pour en savoir plus :

- Paul Sindic, *Urgences Planétaires*, Le temps des cerises, 2010.
- Yves Mathieu, *Le dernier siècle du pétrole ? La vérité sur les réserves mondiales*, Technip, 2011.
- Albert Legault, *Pétrole et Gaz et les autres énergies*, Technip, 2007.
- Site de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie)
- *Économie et Politique*, septembre 2011.
- *Le plein, s'il vous plaît, la solution au problème de l'énergie* Jean-Marc Jancovici, Alain Grandjean, 2007

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Patrice Bessac
Responsable national du Projet
projet@pcf.fr



Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation
recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr



Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr



Hervé Bramy
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr



Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr



Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com



Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr



Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr



Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr



Jacques Fath
Relations internationales,
paix et désarmement
jfath@pcf.fr



Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur
et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr



Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr



Fabienne Haloui
Lutte contre racisme,
antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr



Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr



Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr



Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr



Danièle Lebaill
Services Publics et solidarités
d.lebaillcoquet@wanadoo.fr



Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr



Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr



Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr



Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com



Richard Sanchez
LGBT
rsanche@pcf.fr



Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org



Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr



Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr



Jérôme Relinger
Révolution numérique
et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *Communistes*
du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac
Responsable
de la Revue



**Guillaume
Quashie-Vaulin**
Responsable adjoint



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Amar Bellal
Sciences



Gérard Streiff
Combat d'idées



Marine Roussillon
Pages critiques



Nicolas Dutent
Communisme
en question



Alain Vermeersch
Revue des médias



Côme Simien
Histoire



Frédo Coyère
Maquette et
graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz ; Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli ; Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.